



Revue des comptes économiques des provinces et des territoires



Estimations 2004



Statistique Canada Statistics Canada Canadä

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; <u>iead-info-dcrd@statcan.ca</u>.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements 1 800 263-1136

Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1 800 363-7629

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt 1 800 700-1033

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt 1 800 889-9734

Renseignements par courriel infostats@statcan.ca

Site Web www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit nº 13-016-XIF au catalogue est disponible gratuitement. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263 1136. Les normes de services à la clientèle sont aussi publiées sur www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada Système de comptabilité nationale

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires

Estimations 2004

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication peut être reproduit, en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux, et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire quelque contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, ou de le transmettre sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Novembre 2005

Nº 13-016-XIF au catalogue, vol.1, no 2

Périodicité : semestriel ISSN 1715-071X

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-016-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB provinciaux en termes de revenus et de dépenses

Tableaux et document analytique

Comptes économiques provinciaux 13-213-PPB

Chiffriers 13-213-DDB, 13-213-XDB

Tableaux CANSIM 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036

PIB provinciaux par industrie

Tableaux CANSIM 379-0025, 379-0026

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM 383-0008 à 383-0015

Publication:

Croissance de la productivité au Canada 15-204-XIF Comptes canadiens de productivité - données 15-003-XIF

Comptes économiques canadiens

Publications:

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens 13-010-XIF Les nouveautés en matière des comptes économiques 13-605-XIF

canadiens

PIB nationaux en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM 380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037,

380-0056 à 380-0058, 382-0006.

Publication:

Comptes nationaux des revenus et dépenses 13-001-XIB

Tableaux et document analytique:

Comptes des revenus et dépenses 13-001-PPB Estimations du revenu du travail 13F0016XPB

Chiffriers 13-001-DDB, 13F0016DDB,

13-001-XDB, 13F0016XDB

PIB nationaux par industrie

Tableaux CANSIM 379-0017 à 379-0022

Publication:

Produit intérieur brut par industrie 15-001-XIF

Tableaux des matières

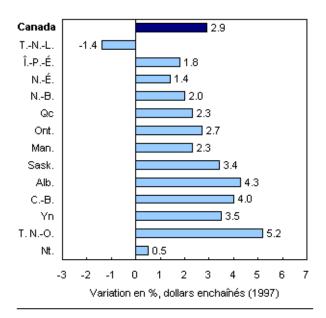
| Aperçu | 4 |
|--|---------|
| Faits saillants par province | 7 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | |
| Île-du-Prince-Édouard | |
| Nouvelle-Écosse | |
| Nouveau-Brunswick | |
| Québec | |
| Ontario | |
| Manitoba | |
| Saskatchewan | |
| Alberta | 23 |
| Colombie-Britannique | 25 |
| Yukon | 27 |
| Territoires du Nord-Ouest | 28 |
| Nunavut | 29 |
| Changements apportés aux exportations et aux importations dans les C | Comptes |
| économiques provinciaux | |
| À propos de cette publication | 47 |
| Politique de révision | 47 |
| Révisions dans cette édition | 47 |

Aperçu

Estimations 2004

La production économique des provinces les plus à l'ouest du pays était en plein essor en 2004 – particulièrement en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan – alors que la croissance des provinces à l'est de la Saskatchewan s'est située sous la moyenne nationale, selon les nouvelles données sur le produit intérieur brut (PIB) provincial et territorial.

Produit intérieur brut réel, 2004



À l'échelle nationale, le PIB réel s'est accéléré, passant de 2,0 % en 2003 à 2,9 % en 2004. Cinq provinces et territoires ont enregistré des gains supérieurs à la moyenne nationale, soit la Saskatchewan, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Terre-Neuve-et-Labrador est la seule province qui a connu une diminution de son PIB. Sa production s'est légèrement repliée de 1,4 % après deux années de croissance vigoureuse. Ce repli était principalement attribuable aux problèmes de production à la plate-forme Terra Nova et à des grèves dans le secteur des administrations publiques et dans l'industrie minière.

Le PIB de l'Alberta a progressé de 4,3 %, sa meilleure performance en quatre ans et la plus élevée parmi les provinces, tandis que l'économie de la Colombie-Britannique a connu la deuxième plus forte augmentation (+4,0 %). Le PIB de la Saskatchewan a progressé de

3,4 %, soit un taux supérieur à la moyenne nationale pour la deuxième année d'affilée, mais inférieur au taux de croissance de 3,8 % atteint en 2003.

En toile de fond à la croissance économique à l'échelle nationale, les bénéfices des sociétés ont enregistré une forte hausse (+19 %), les fabricants ayant augmenté leur production pour répondre à la demande extérieure malgré l'appréciation de 7,7 % du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les taux d'intérêt sont demeurés faibles, favorisant la construction résidentielle partout au pays. Les consommateurs ont équipé leurs nouvelles maisons d'électroménagers et de produits électroniques, ce qui s'est traduit par des gains de 3,9 % dans le secteur du commerce de détail. Les dépenses de consommation ont augmenté de 3,4 %, comparativement à 3,1 % en 2003, tandis que le revenu personnel disponible a crû de 3,9 %.

Table 1: Croissance du produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---------------------------|------|-----------|--------|------|
| - | | variation | n en % | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 1,6 | 16,4 | 6,2 | -1,4 |
| Île-du-Prince-Édouard | -1,1 | 5,8 | 1,5 | 1,8 |
| Nouvelle-Écosse | 3,2 | 4,2 | 0,9 | 1,4 |
| Nouveau-Brunswick | 1,7 | 4,4 | 1,7 | 2,0 |
| Québec | 1,5 | 2,7 | 2,1 | 2,3 |
| Ontario | 1,8 | 3,2 | 1,6 | 2,7 |
| Manitoba | 0,8 | 1,9 | 1,8 | 2,3 |
| Saskatchewan | -1,0 | -0,2 | 3,8 | 3,4 |
| Alberta | 1,7 | 2,5 | 3,1 | 4,3 |
| Colombie-Britannique | 0,6 | 3,5 | 2,7 | 4,0 |
| Yukon | 4,4 | 0,3 | 0,0 | 3,5 |
| Territoires du Nord-Ouest | 21,2 | 6,8 | 16,8 | 5,2 |
| Nunavut | 5,9 | 6,4 | -4,8 | 0,5 |
| Canada | 1,8 | 3,1 | 2,0 | 2,9 |

Provinces de l'Atlantique : le Nouveau-Brunswick affiche la plus forte croissance

En 2004, le Nouveau-Brunswick est arrivé en tête des provinces de l'Atlantique; son économie a affiché une croissance de 2,0 %, Le secteur de la fabrication de la province a rebondi l'an dernier, enregistrant une augmentation de 4,2 % attribuable principalement à la croissance rapide des livraisons de produits métalliques de première transformation.

Les problèmes opérationnels au champ de pétrole Terra Nova au large des côtes ainsi que les grèves qui sont survenues dans les secteurs privé et public ont restreint la croissance de Terre-Neuve-et-Labrador, celle-ci ayant diminué de 1,4 %. En revanche, l'activité dans le secteur de la construction résidentielle de la province a été particulièrement vigoureuse, affichant une hausse de 11% à la suite du plus grand nombre de mises en chantier depuis le début des années 1990.

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a progressé de 1,8 %, soit un taux de croissance légèrement supérieur à celui enregistré en 2003. Les principaux facteurs qui ont contribué à cette croissance ont été une hausse modérée dans le secteur de la fabrication, particulièrement dans la production de produits alimentaires congelés comme les produits des patates, et un marché du logement en grande effervescence.

L'économie de la Nouvelle-Écosse a continué de croître, mais à un taux modéré de 1,4 %. La construction de logements, la fabrication de wagons ferroviaires et de matériel de haute technologie ainsi que la vigueur du secteur du commerce de détail ont contribué à la croissance.

Les exportations, moteur des économies ontarienne et québécoise

En Ontario, centre de la moitié de l'activité manufacturière au Canada, les usines de montage d'automobiles ont tiré profit de la demande d'exportation de modèles fabriqués au Canada.

Pour la première fois en deux ans, les industries de l'Ontario produisant des biens ont connu une performance équivalente à celles produisant des services. La croissance de l'économie a été largement attribuable à trois industries, soit au secteur de la fabrication de matériel de transport, au secteur du commerce de gros et au secteur de la finance. Toutefois, la consommation personnelle et l'investissement des entreprises ont crû à un taux inférieur à la moyenne nationale.

Au Québec, l'investissement dans le secteur du logement a continué de croître à un rythme effréné (15 %), marquant la quatrième année d'affilée de forte croissance. L'activité dans le marché du logement a stimulé les ventes de meubles, d'électroménagers et de matériaux de

construction. La production aérospatiale a grimpé de 8,1 %, entraînée par une demande accrue pour de nouveaux avions.

Les consommateurs tant en Ontario qu'au Québec ont fréquenté en grand nombre les magasins de matériaux de construction et les nouveaux centres commerciaux « grande surface ». Les dépenses de consommation ont augmenté de 3,2 % en Ontario et au Québec. Dans l'ensemble, l'économie de l'Ontario a progressé de 2,7 % l'an dernier tandis que celle du Québec a connu une croissance de 2,3 %.

L'Ouest : le pétrole et les ressources naturelles alimentent la croissance économique

Les fabricants de la Saskatchewan et de l'Alberta ont connu une année prospère, fournissant des machines à l'industrie pétrolière en plein essor, tandis que les entreprises de transformation de la viande ont augmenté leur production pour écouler le stock de bétail excédentaire résultant de la fermeture de la frontière américaine au boeuf canadien.

Les prix du pétrole à des niveaux historiquement élevés ont stimulé la production et l'exploration en Alberta et en Saskatchewan. L'économie de l'Alberta a progressé de 4,3 % grâce principalement à une plus forte activité dans les champs pétrolifères.

Dans l'ensemble, les fabricants de la Saskatchewan ont connu leur meilleure performance en une décennie, ayant affiché une augmentation de 9.6 %, ce qui a porté la croissance économique globale de la province à 3,4 %. De plus, les cultures agricoles ont progressé pour la deuxième année d'affilée; toutefois, des conditions de récolte humides ont eu une incidence sur la qualité des produits récoltés.

En tête de l'ensemble des provinces sur le plan des dépenses de consommation, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont affiché des augmentations de 4,9 % et de 4,1 %, respectivement. Sur les marchés du travail vigoureux dans ces provinces, les taux de chômage se sont maintenus à des niveaux historiquement faibles, l'Alberta affichant le niveau le plus bas, à 4,6 %.

Les produits forestiers ont connu leur meilleure performance depuis plusieurs années. La Colombie-Britannique a profité le plus de cette croissance, la production de son secteur forestier et celle de son industrie du sciage affichant chacune une hausse de plus de 18 %. La production de l'industrie du charbon en Colombie-Britannique a augmenté de 15 %, une grande partie du charbon étant destinée à l'exportation.

Malgré la faiblesse du secteur agricole, l'économie du Manitoba a affiché un taux de croissance de 2,3 %. La construction résidentielle a soutenu la fabrication et la

vente de meubles et de matériaux de construction. En outre, la production et l'exportation d'électricité ont bénéficié de conditions climatiques favorables.

Les Territoires : le Yukon affiche son meilleur taux de croissance depuis des années

La production économique au Yukon a augmenté de 3,5 %, soit sa meilleure performance en trois ans. Tous les secteurs ont enregistré une forte croissance, l'investissement des entreprises et des administrations publiques venant en tête. La production de l'industrie minière a augmenté de plus de 80 %, l'or menant la marche.

Les exploitations minières ont également prospéré dans les Territoires du Nord-Ouest, où les diamants continuent d'avoir une forte incidence sur l'économie. L'économie des Territoires du Nord-Ouest a connu une croissance globale de 5,2 %, soit la plus forte au pays. Plus de la moitié de cette croissance est attribuable à l'extraction de diamants.

L'économie du Nunavut a progressé de 0,5 % après avoir chuté de 4,8 % en 2003, l'investissement des entreprises ayant bondi. L'industrie minière représente maintenant environ 10 % de ce qu'elle était en 2000, suite à la fermeture de mines au cours des dernières années.

Productivité du travail : la moitié des provinces ont enregistré des gains

À l'échelle nationale, la productivité du travail est demeurée pratiquement inchangée en 2004, affichant sa plus faible croissance depuis 1996. Elle a toutefois varié d'une province à l'autre, la moitié des provinces ayant augmenté leur productivité et l'autre l'ayant diminué. L'Îledu-Prince-Édouard a affiché la plus forte hausse (+2,9 %), tandis que l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador, touchée par des grèves, a enregistré la plus importante baisse (-3,1 %). Ailleurs dans les provinces de l'Atlantique, la productivité du travail a crû de 1,0 % et 0,9 % en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick respectivement.

Dans les provinces du centre, la productivité s'est établie légèrement sous celle de 2003, se repliant de 0,2 % pour l'Ontario et de 0,5 % pour le Québec.

Avec des gains importants dans le secteur de la fabrication, le Manitoba et la Saskatchewan ont connu des augmentations de la productivité du travail d'environ 1,5 % alors que la croissance en Alberta était plus faible (+0,6 %). Malgré une hausse importante du PIB en Colombie-Britannique, la productivité du travail a diminué de 0,8 %, alors que les heures travaillées ont bondi de 4,8 % en 2004.

Dans le Nord, la productivité du travail a progressé de façon notable au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest Nunavut, tandis que dans le Nunavut elle a fléchi.

Note aux lecteurs

Habituellement, les mesures de la productivité du travail se limitent aux secteurs des entreprises. Pour cette analyse par province et territoire, les mesures de productivité couvrent l'ensemble de l'économie. Les estimations de la productivité de ce rapport sont fondées sur les indices en chaîne de Fisher du PIB réel aux prix du marché, le PIB provincial par secteur n'étant pas disponible actuellement. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production, notamment le capital, en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production. La croissance de la productivité du travail est souvent influencée à la hausse ou à la baisse par l'évolution de la structure industrielle.

Faits saillants par province

Estimations 2004

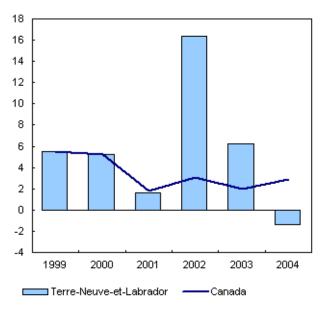
Terre-Neuve-et-Labrador

Le secteur pétrolier entrave la croissance à Terre-Neuve-et-Labrador

Après avoir enregistré une croissance annuelle moyenne de près de 7 % du PIB au cours des six dernières années, l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a connu un ralentissement en 2004, reculant de 1,4 %. Le renversement de la situation est attribuable aux problèmes opérationnels au champ de pétrole Terra Nova au large des côtes et aux grèves qui sont survenues dans les secteurs privé et public. Les industries de services, qui représentent 61 % de l'économie, ont affiché une croissance modérée de 0,4 % tandis que les industries de biens ont enregistré une baisse de 4,2 %.

Taux de croissance du PIB - Terre-Neuve-et-Labrador

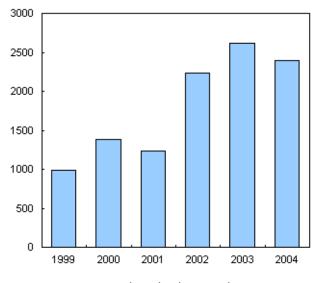
Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Malgré une poussée à la hausse des prix du pétrole, la production pétrolière au large des côtes a chuté de 6,5 %, une baisse similaire à celle des exportations. La croissance a été entravée par des difficultés opérationnelles au champ de pétrole Terra Nova. La majeure partie de la baisse s'explique par les vastes réparations à la plate-forme de forage en mer ainsi que par les fermetures résultant d'une série de déversements de pétrole plus tard dans l'année.

Baisse de la production du secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière

Millions de dollars enchaînés (1997)



■ Extraction minière, pétrolière et gazière

Les grèves dans les mines de minerai de fer de la province ont entraîné une baisse de la production (-21,9 %) et des exportations de ce minerai. La grève des services publics a contribué à un recul de 0,2 % des dépenses courantes nettes des administrations publiques qui avaient augmenté de plus de 3,5 % annuellement au cours des deux dernières années. Les dépenses personnelles, également touchées, ont progressé modestement de 1,7 %, le taux le plus bas de toutes les provinces et territoires. Les dépenses en biens de consommation durables ont été particulièrement faibles, reculant de 1,5 % en raison de faibles achats de véhicules automobiles.

Malgré les arrêts de travail qui sont survenus en 2004, l'emploi a progressé de 1,4 %, entraînant une baisse du taux de chômage à 15,6 %, son niveau le plus faible depuis 1989. La plus grande part de la croissance au niveau de l'emploi provenait des emplois à temps plein, les heures travaillées ayant augmenté de 2,5 %, soit la meilleure performance observée dans les provinces de l'Atlantique. Par conséquent, le revenu de travail a augmenté de 4,0 %, soit juste au-dessous de la moyenne nationale de 4,2 %. Le prix plus élevé du pétrole a fait augmenter les bénéfices des sociétés de 15 %, taux similaire à la moyenne nationale de 19 %.

Terre-Neuve-et-Labrador a connu une troisième année consécutive de croissance à deux chiffres de l'investissement des entreprises, qui a fait un bond de 13 % en 2004, soit presque le double de la moyenne nationale. L'investissement en construction résidentielle a augmenté de 9 % appuyé par le plus grand nombre de mises en chantier connu depuis le début des années 1990. L'investissement en machines et matériel a augmenté de 16 %.

Le secteur de la fabrication a crû de 5,5 %, les producteurs de métaux continuant de bénéficier des mégaprojets de construction de la province. L'industrie de la construction et de la réparation de navires a poursuivi sa remontée, affichant une hausse de 37 %, tandis que l'industrie de la préparation et de l'emballage de poissons et de fruits de mer a crû de 10 %. Ces augmentations ont été contrebalancées par une faible demande de papier au sud de la frontière, entraînant une baisse de 8,6 % de la production des usines de papier journal.

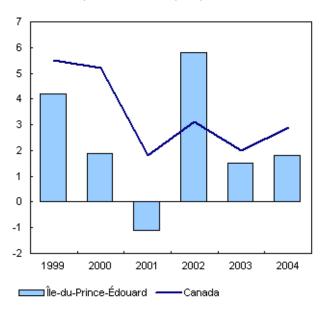
Île-du-Prince-Édouard

La croissance de l'Île-du-Prince-Édouard alimentée par les exportations interprovinciales

En 2004, l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a connu une croissance de 1,8 %, un taux qui dépasse celui enregistré en 2003 (1,5 %). La croissance a été surtout attribuable à la vigueur du secteur de la construction résidentielle, à un bond des exportations interprovinciales et à une hausse dans le secteur de la fabrication. La croissance de la productivité de 2,9 % représente la plus importante hausse parmi les provinces de l'Atlantique.

Taux de croissance du PIB - Île-du-Prince-Édouard

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

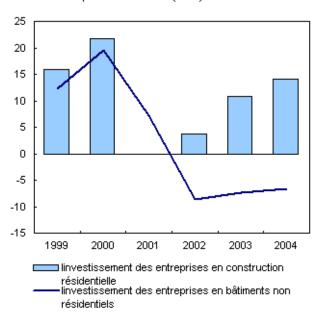


La croissance notable du revenu personnel (+4,0 %) et les taux hypothécaires à des niveaux historiquement faibles ont stimulé la construction résidentielle (+17 %), les mises en chantier atteignant un niveau jamais atteint depuis plus d'une décennie. L'intensification de l'activité sur le marché du logement a aidé les bailleurs de biens immobiliers, les sociétés d'assurances, les services financiers et les détaillants de matériaux de construction à continuer sur leur lancée. Les dépenses personnelles ont crû de 2,0 %, croissance attribuable en grande partie à la vigueur soutenue des achats de services, qui ont augmenté de 2,4 % après avoir augmenté de 2,8 % en 2003.

Les fabricants ont enregistré une progression de 6,6 %, contribuant à l'augmentation de 4,5% des sociétés. Les fabricants de matériel de transport ont enregistré une hausse de 40 % en 2004, et les exportations interprovinciales ayant bondi. La construction et la réparation de navires ont repris après avoir reculé l'année dernière. La fabrication de produits aérospatiaux et pièces a augmenté de 28,0 % et les exportations ont enregistré une solide hausse de 5,1 % grâce à la forte augmentation des exportations de produits congelés de pommes de terre.

La construction résidentielle dépasse la construction non-résidentielle

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement total des entreprises a augmenté de 8,2 %, grâce à la vigueur de l'investissement en bâtiments résidentiels et en machines et matériel (+9 %), contribuant à une hausse de 5,3 % des importations. Cette hausse de l'investissement a été contrebalancée en partie par une baisse de 6,7 % de l'investissement en construction non résidentielle en raison de l'achèvement de plusieurs importants projets de construction.

Les exportations de pommes de terre fraîches ont chuté en 2004, chute moins forte toutefois que celle enregistrée en 2003. Une surabondance mondiale a limité les débouchés pour les pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard, entraînant une baisse des prix et laissant les agriculteurs aux prises avec des granges pleines de pommes de terre qu'ils ne pouvaient écouler.

La construction des nouvelles installations de soins de santé et d'éducation étant achevée, l'investissement des administrations publiques en bâtiments a chuté de plus de 27 %. Par ailleurs, le secteur des services de soins de santé a profité de ces nouvelles installations, affichant une croissance de 5 % en 2004.

La vigueur du dollar canadien a limité le nombre de voyageurs internationaux entrant dans la province. Les industries liées au tourisme ont été particulièrement touchées, la production de l'industrie de l'hébergement et des services de restauration et celle des arts et des loisirs ayant accusé un recul de 2,7 % et de 1,0 %, respectivement.

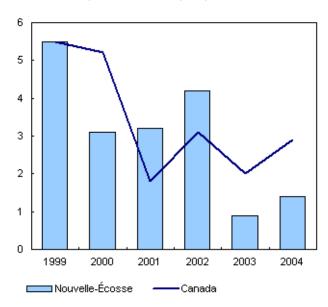
Nouvelle-Écosse

La faiblesse de l'industrie du gaz naturel freine la croissance en Nouvelle-Écosse

L'économie de la Nouvelle-Écosse a poursuivi son expansion en 2004, mais au taux modéré de 1,4 %. Le secteur des ménages est demeuré vigoureux, tandis que les exportations et l'investissement des entreprises ont affiché une croissance sensiblement inférieure à la moyenne nationale. Le recul dans l'industrie du pétrole et du gaz a freiné la croissance pour la deuxième année d'affilée.

Taux de croissance du PIB - Nouvelle-Écosse

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



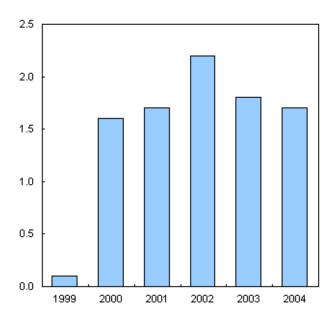
Le commerce de détail a affiché une hausse de 4,2 % en 2004. Les marchands d'automobiles neuves et les stations-service ont enregistré les gains les plus importants de ce secteur, bénéficiant d'une forte hausse de la création d'emplois et du revenu personnel (+3,3%). Les dépenses personnelles au titre de biens semi-durables ont augmenté de 4,5 % tandis que les achats de services ont progressé de 2,9 %.

La création de nouveaux emplois et la faiblesse des taux hypothécaires ont aidé à stimuler la construction de logements neufs, entraînant une hausse de 6,6 % de l'investissement en bâtiments résidentiels. Cette poussée de l'activité des consommateurs et dans la construction de bâtiments a aidé les industries de la finance, des assurances et des services immobiliers à croître de 2,8 %. Les services connexes comme ceux d'architectes, d'ingénieurs et de comptables, ont également connu une année prospère.

L'investissement des entreprises a augmenté de 3,5 %, après avoir reculé de 0,4 % en 2003. L'investissement en construction non résidentielle a chuté de 10 %, alors qu'on enregistre un bond de 11,5 % de l'investissement en machines et matériel.

La production de gaz naturel en proportion du PIB total

%, dollars enchaînés (1997)



L'activité manufacturière a progressé de 3,7 %. La production de semi-conducteurs et autres composants électroniques a augmenté de 35 %. Les contrats d'exportation ont entraîné une forte poussée de croissance dans l'industrie de la fabrication du matériel ferroviaire roulant. L'augmentation des prix a stimulé la production de l'industrie de la fabrication de produits du bois, ce qui a eu des retombées sur les transporteurs (+3,9 %). Les activités de transport par camion, air et eau ont toutes progressé, le transport aérien affichant une hausse de 4,2 %, son meilleur résultat depuis des années.

Les industries d'extraction minière et d'extraction de pétrole et de gaz sont demeurées inchangées par rapport à 2003. Les exportations de gaz naturel ont chuté pour une deuxième année d'affilée. La baisse dans l'industrie du gaz naturel a été contrebalancée en partie par la progression de 8,6 % dans l'industrie minière..

La production de l'industrie de l'hébergement et des services de restauration a diminué. Les prix plus élevés de l'essence, la vigueur du dollar canadien et le mauvais temps au début de l'été ont entraîné une baisse de 2,7 % de l'activité de l'industrie de l'hôtellerie.

Les heures travaillées totales ont légèrement augmenté tandis que la productivité du travail a progressé 1,1 %.

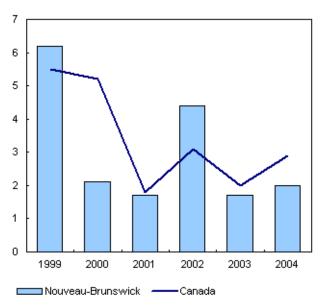
Nouveau-Brunswick

Nouveau-Brunswick – La plus forte croissance de toutes les provinces de l'Atlantique

L'économie du Nouveau-Brunswick a poursuivi son expansion, affichant un taux de croissance de 2,0 % en 2004. Les industries produisant des biens, qui représentent environ 30 % de la production de la province, ont progressé de 3,2% les exportations internationales ayant augmenté de 2,5 %. Les industries produisant des services ont maintenu la croissance de l'année précédente. L'investissement des entreprises a augmenté à un rythme inférieur à celui de l'an dernier, soit au taux modéré de 3,4 %.

Taux de croissance du PIB - Nouveau-Brunswick

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

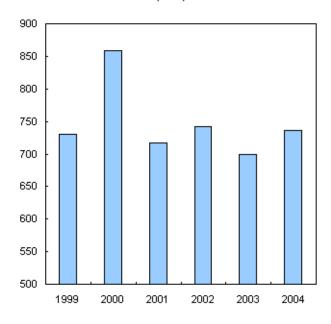


Le secteur de la fabrication s'est redressé en 2004, affichant une augmentation de 4,2 % attribuable surtout à la remarquable reprise des produits de première transformation des métaux (hausse de 76 %) qui ont bénéficié de la forte demande globale et de la montée en flèche des prix mondiaux. Les exportations de poissons et de produits de la mer ont augmenté, ce qui représente une augmentation de plus de 20 % depuis 2001. Bien que les usines de carton aient connu une croissance exceptionnelle, l'appréciation du dollar canadien a eu un effet négatif sur toutes les autres industries du papier.

Les dépenses personnelles ont augmenté de 2,7 %, les dépenses en services et en biens semi-durables ayant connu des hausses appréciables. Les dépenses en biens de consommation durables se sont légèrement accrues malgré un repli dans les achats de véhicules automobiles neufs. Au cours des quatre dernières années, la province a enregistré le plus faible taux de croissance des ventes de véhicules automobiles neufs.

La fabrication de papier grimpe

Millions de dollars enchaînés (1997)



La province tirant parti de son profil linguistique, les centres d'appels qui regroupent plus de 10 000 emplois ont été une des rares industries de services à afficher une croissance vigoureuse.

L'aquaculture animale a rebondi en 2004, progressant de plus de 20% pour la quatrième fois en cinq ans.

L'industrie minière n'a pu poursuivre l'élan pris l'année précédente et elle s'est repliée pour la quatrième fois en cinq ans. Malgré des conditions internationales favorables, la production de potasse a diminué de 9,9 % et les exportations ont chuté après une accélération de la production en 2003.

La vigueur du marché de la rénovation a contrebalancé la baisse de 12 % des mises en chantier et a aidé à stimuler l'investissement résidentiel, qui a augmenté de 7,5 %. La construction d'ouvrages de génie en électricité, principal contributeur à la croissance du PIB en 2003, a enregistré une baisse considérable attribuable à l'achèvement de plusieurs projets d'expansion du réseau électrique. Dans l'ensemble, l'investissement des entreprises a augmenté de 3,4 %, soit un taux bien inférieur à la moyenne nationale et à la hausse de 15 % affichée en 2003.

Les heures travaillées ont contribué un peu plus que la productivité du travail à la croissance du PIB en 2004 au Nouveau-Brunswick.

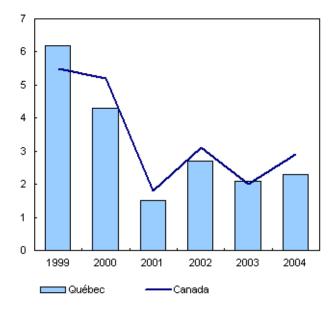
Québec

Le boom de la construction résidentielle se poursuit au Québec

L'économie du Québec a progressé de 2,3 % en 2004. L'investissement et l'activité manufacturière ont tous deux augmenté mais leur croissance a été modérée et a retenu la croissance du PIB du Québec en deçà de la moyenne nationale.

Taux de croissance du PIB - Québec

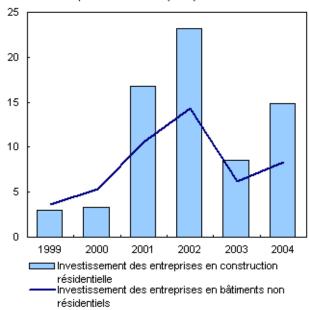
Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement des entreprises a augmenté de 12 %. L'investissement en construction résidentielle a continué de croître à un rythme effréné, affichant un bond de 15 % en 2004; il s'agit de la quatrième année consécutive de forte croissance. La demande d'hypothèques a stimulé l'activité dans les industries connexes. L'activité sur le marché immobilier a également fait augmenter les ventes de meubles, d'électroménagers et de matériaux de construction, les dépenses des ménages en biens durables ayant affiché une hausse de 3,6 %.

L'essor du secteur résidentiel se poursuit

Variation en %, dollars constants (1997)



L'investissement en construction non résidentielle a augmenté 4,2 % et a été alimenté par la poursuite de projets d'aménagement hydroélectrique. Ceux-ci ont généré une croissance de 18 % de la construction d'installations d'énergie électrique et de 17 % de la fabrication de matériel de distribution d'électricité. L'investissement des entreprises en machines et matériel dans cette province a augmenté de 12 %.

La croissance des exportations au Québec a été plus faible qu'ailleurs au pays, mais elle augmentait pour la première fois depuis 2000. Les exportations internationales de machines et matériel, d'articles en cuir et de produits en caoutchouc et en plastique ont augmenté de façon importante en 2004.

Les ventes au détail ont augmenté de 3,8 %, une hausse attribuable à l'augmentation des ventes de voitures neuves et usagées et aux ventes de matériaux de construction par les détaillants. Quant aux grossistes, ils ont bénéficié d'une croissance de 5,0 %, alimentée par une forte demande de pièces automobiles et de matériaux de construction. L'augmentation de 3,2 % des dépenses personnelles ainsi que l'investissement accru en machines et matériel ont contribué à la demande d'importation (+5,4 %).

La plupart des industries du secteur de la fabrication ont enregistré une forte croissance. La progression de l'ensemble a été de 1,5 %. La fabrication de produits pharmaceutiques a baissé 4,5 %, les fabricants de médicaments brevetés ayant été aux prises avec le coût croissant des recherches et des rappels de sécurité. Une croissance à deux chiffres des voyages aériens est une première bonne nouvelle pour les transporteurs aériens et les agents de voyages.

Les heures travaillées ont augmenté de 2,8 % ce qui s'explique principalement par l'augmentation des emplois à temps plein. La productivité du travail a légèrement reculé (-0,5 %).

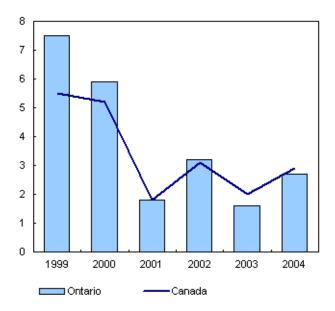
Ontario

Les exportations propulsent l'économie de l'Ontario

En 2004, l'économie de l'Ontario a affiché un taux de croissance de 2,7 %; il s'agit d'un taux supérieur à celui de 2003. Avec une croissance de 3,0 %, les industries produisant des biens ont rattrapé celles produisant des services. Les exportations ont augmenté de façon marquée après trois années de résultats médiocres. Les industries de fabrication de matériel de transport, de commerce de gros et des finances ont principalement contribué à cette croissance. Les dépenses de consommation et l'investissement des entreprises ont cru en deçà de la moyenne nationale.

Taux de croissance du PIB - Ontario

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Après trois ans de résultats médiocres, les exportations de l'Ontario ont rebondi en 2004, contribuant à une augmentation de 3,8 % du secteur de la fabrication. La fabrication d'automobiles a affiché une hausse de 10,5 %, attribuable aux nouveaux modèles et à la demande de l'étranger, insufflant un élan à la fabrication de pièces pour véhicules automobiles (+5,7 %) et à la fabrication des moteurs et de pièces de moteurs à essence pour véhicules automobiles (+12 %). Pour la première fois, l'Ontario a produit plus de véhicules que le Michigan. La fabrication de matériel de radiodiffusion, de télédiffusion et de communication sans fil a augmenté de 62 %, stimulée par une forte demande de dispositifs portatifs sans fil. Les prix et revenus élevés de l'acier, entraînés par la demande chinoise, ont généré des bénéfices record dans l'industrie de la première transformation des métaux. L'industrie de la

culture agricole a également affiché une forte hausse grâce à une récolte exceptionnelle de soya. Les bénéfices des sociétés en Ontario ont augmenté de 14 %.

Les exportations alimentent l'économie

Millions de dollars enchaînés (1997)



Les dépenses personnelles ont augmenté de 3,2 %, soit un taux égal à celui enregistré en 2003. Les Ontariens ont réduit leurs achats d'importance majeure, les dépenses de biens durables affichant une faible hausse pour une deuxième année d'affilée; il s'agit d'une croissance bien en deçà de celle enregistrée pour les biens semi-durables et les services. Dans l'ensemble, le secteur du commerce de détail a connu un taux de croissance de 3,1 %, analogue à celui enregistré en 2003.

Les importations ont augmenté de façon importante, la plupart des groupes de produits affichant de la vigueur. Les biens ont été écoulés par le secteur du commerce de gros qui entame sa troisième année de croissance soutenue. En 2004, le commerce de gros a progressé de 5,2 % grâce à de fortes ventes de produits pharmaceutiques, de matériaux de construction et de produits en métal.

L'investissement total des entreprises s'est accrû de 4,0 %, soit un taux bien en deçà de la moyenne nationale. L'investissement en construction résidentielle a été le plus faible de toutes les provinces et territoires sauf une. Il a affiché une croissance de 4,1 %, soit la moitié du taux national. L'investissement en construction non résidentielle a reculé de façon importante et n'a enregistré que deux années de croissance positive au cours de la dernière décennie. Après trois années de forte croissance, la production de l'industrie de la construction est demeurée stagnante. Par ailleurs, un facteur positif est l'investissement en machines et matériel qui a bondi de 8,2 % surpassant l'augmentation de 6,2 % en 2003.

La hausse des heures travaillées en Ontario a eu un impact majeur sur la croissance du PIB en 2004 tandis que la productivité du travail déclinait légèrement.

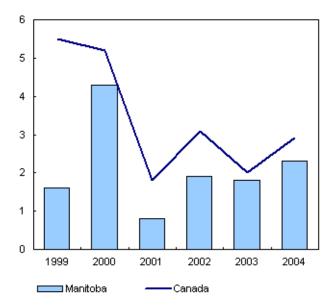
Manitoba

La vigueur des secteurs de la fabrication et du commerce de gros attise la croissance au Manitoba

Malgré une faible production agricole, l'économie du Manitoba a affiché un taux de croissance de 2,3 %. Une forte demande des consommateurs, un marché du logement vigoureux et des exportations robustes ont contribué à l'une des meilleures conditions de l'emploi au Canada.

Taux de croissance du PIB - Manitoba

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



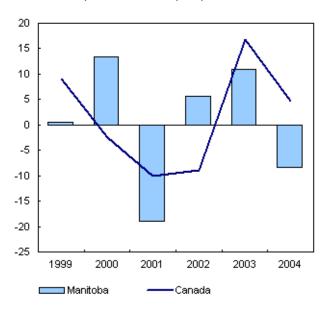
La demande de biens de consommation a augmenté de 3,4 % au Manitoba. Le commerce de détail et le commerce de gros ont vu leur production croître respectivement de 4,2 % et 2,7 %. Les importations sont demeurées vigoureuses pour une deuxième année d'affilée, augmentant de 4,4 % après une hausse de 3,6 % en 2003.

Le boom de la construction résidentielle s'est poursuivi pour la cinquième année consécutive, l'investissement affichant une nouvelle augmentation de 11 %. L'exode des locataires d'appartements pour s'installer dans des logements neufs achetés a eu des retombées sur l'ensemble de l'économie. Les détaillants ont bénéficié de l'accroissement des ventes de meubles et de matériaux de construction, tandis que les bureaux d'avocats et les agents immobiliers ont connu des augmentations respectives de 6,8 % et 5,8 %. Alors que l'investissement en construction non résidentielle a diminué, une poussée de 15,5 % de l'investissement en machines et matériel s'est traduite par une augmentation globale de 9,2 % de l'investissement des entreprises, la plus forte depuis des années.

La plupart des groupes d'industrie ont amélioré leurs résultats par rapport à 2003, ce qui témoigne de la vigueur sous-jacente de l'économie. Le secteur de la fabrication et l'industrie minière ont affiché un taux de croissance d'au moins 4 % et le commerce de gros s'est accrû d'environ 3 %. Les producteurs d'aliments congelés et d'emballage de viande ont contribué de façon importante à la croissance de 5,2% du secteur de la fabrication, enregistrant des augmentations respectives de 24 % et de 5,6 %. La production porcine a continué d'afficher des résultats supérieurs, augmentant de 4,0 % malgré les droits imposés par les États-Unis. Les fabricants de machines et de produits du bois se sont affairés à fournir du matériel à l'industrie de la construction résidentielle. L'activité a également augmenté dans les fonderies (+23 %) et les affineries (+16 %) grâce à la production accrue des mines de la province (+9,3 %). La fabrication aérospatiale s'est ravivée après trois années de baisse, affichant une hausse de 12%. Les exportations vers des destinations autres que les États-Unis ont augmenté de façon significative.

Le mauvais temps entrave la culture agricole

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Une baisse de 8,3 % de l'activité agricole a été le seul véritable signe de faiblesse. Une saison de croissance froide et humide a donné des récoltes de piètre qualité en 2004, tandis que les restrictions imposées par les États-Unis au boeuf canadien ont entravé la production de bétail. En revanche, les exportations internationales de céréales ont augmenté de 9 %, la province ayant écoulé les importants stocks accumulés en 2003.

Le temps humide a eu certains avantages, dont des niveaux d'eau plus élevés dans toute la province, ce qui a permis d'accroître la production d'hydro-électricité (9,6 %). La production d'électricité au Manitoba devrait devenir moins dépendante des niveaux d'eau grâce à l'entrée en exploitation d'une centrale de production d'énergie éolienne prévue pour la fin de 2005.

La productivité du travail était en hausse de 1,3 % et les heures travaillées ont augmenté de 1,0 %, maintenant ainsi le rythme des quelques dernières années.

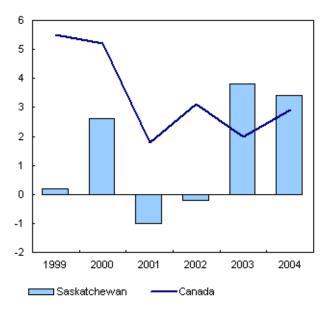
Saskatchewan

Saskatchewan – Meilleure performance de la production manufacturière au Canada

Le PIB de la Saskatchewan a progressé de 3,4 %, un taux supérieur à la moyenne nationale pour la deuxième année d'affilée, mais légèrement inférieur à celui de 3,8 % enregistré en 2003. La demande intérieure et extérieure a favorisé la croissance des industries axées sur les ressources naturelles et de celles des produits manufacturiers connexes. Pour la deuxième année consécutive, la croissance de la production de biens a été le double de celle des services.

Taux de croissance du PIB - Saskatchewan

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



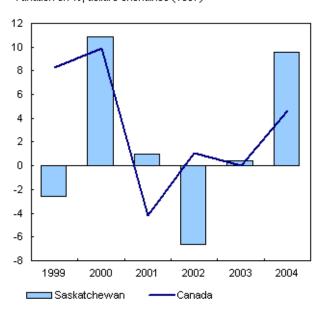
Les exportations de biens et services ont bondi de 7,5 % en 2004, hausse attribuable à la forte demande globale de ressources naturelles et à la hausse de leurs prix. Les secteurs de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz ont progressé de 1,8 % après avoir affiché une augmentation de 4,6% en 2003. La production et les exportations de potasse ont connu une augmentation considérable en 2004, tandis que l'extraction d'uranium a profité d'une demande ferme et de prix élevés. La production de gaz a aussi enregistré des gains solides.

La saison des cultures agricoles a connu un début prometteur, puis le temps s'est gâté à l'automne. La production agricole et animale a néanmoins augmenté de 8,7 %, hausse qui est venue s'ajouter au bond de 24 % enregistré en 2003, les agriculteurs se remettant alors de deux années de sécheresse. Des industries connexes, comme le transport ferroviaire et l'entreposage de produits agricoles, ont été sollicitées pour acheminer les céréales vers les marchés. L'élevage bovin n'est pas arrivé au bout de ses peines, la frontière américaine restant fermée aux bovins vivants.

Des exportations vigoureuses ont influé positivement sur le secteur de la fabrication, dont la croissance de 9,6 % en 2004 a été le meilleur résultat au pays et le meilleur de la Saskatchewan depuis 1997. La production des fabricants de matériel de radiodiffusion et de télédiffusion a bondi de plus de 45 % après avoir plus que doublé pendant deux ans. Les exploitants forestiers et les fabricants de produits du bois ont connu une troisième année de croissance exceptionnelle, surtout pour ces derniers, ce qui leurs a permis d'effacer les pertes subies en 2003. Le secteur de la fabrication et le secteur des ressources ont tous deux contribué à la plus forte croissance des bénéfices des sociétés enregistrée en Saskatchewan depuis 2000. Cette forte performance dans la fabrication a également contribué à une hausse de la productivité du travail (+1,7 %) tandis que les heures travaillées augmentaient de 1,8 %, soit la meilleure performance au niveau des heures en huit ans. Le revenu du travail a surpassé le niveau national avec une croissance de 4.2 %.

La production manufacturière bondit

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



En 2004, les dépenses personnelles ont augmenté de 1,8 %, la deuxième augmentation la plus faible parmi les provinces et les territoires. La demande de biens durables de consommation a cru d'un modeste 1,6 % suivant des augmentations annuelles moyennes de plus de 5 % entre 2000 et 2003. Les ventes de véhicules automobiles, principale cause de la croissance impressionnante durant cette période, ont baissé en 2004 pour la deuxième année consécutive.

L'investissement des entreprises a connu une légère hausse de 0,4 % poursuivant la faible croissance des cinq dernières années. La vigueur de l'industrie de la construction résidentielle s'est maintenue en 2004, mais n'a pu compenser la baisse de l'investissement en machines et matériel. Dans le secteur des administrations publiques, toutefois, l'investissement en construction non résidentielle ainsi qu'en machines et matériel a augmenté d'environ 15 % en 2004.

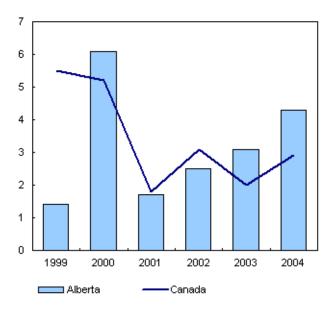
Alberta

Les prix record du pétrole alimentent la croissance en Alberta

L'économie de l'Alberta a enregistré la plus forte croissance parmi les provinces, ayant progressé de 4,3 %, soit un taux nettement supérieur à la moyenne nationale. Les prix record du pétrole et la demande extérieure ont favorisé une croissance dans le secteur de l'énergie qui a eu des retombées sur l'ensemble de l'économie. Un marché du travail vigoureux et une forte augmentation du revenu ont stimulé la demande intérieure de biens et services. Les éleveurs ont continué de souffrir, la frontière américaine demeurant fermée aux importations de bovins canadiens vivants.

Taux de croissance du PIB - Alberta

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



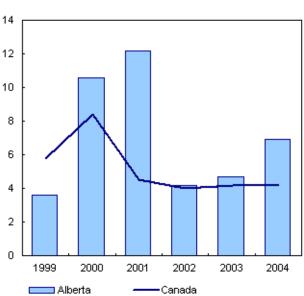
La production de l'industrie pétrolière et gazière a augmenté pour une troisième année consécutive. Toute la croissance a été attribuable à la production des sables bitumineux, car la production de gaz naturel est demeurée stagnante et celle de pétrole classique a continué de diminuer. La croissance s'est ralentie, toutefois, lorsque les producteurs de sables bitumineux se sont trouvés aux prises avec les intempéries de l'hiver et des fermetures imprévues pour travaux d'entretien. La recherche de nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel s'est poursuivie, les activités d'exploration et de forage affichant un record pour une deuxième année d'affilée.

Les producteurs de matériel destiné aux champs pétrolifères, comme les produits métalliques et de première transformation des métaux ainsi que de systèmes de contrôle et de machines spécialisés ont tous affiché des gains importants. Les fournisseurs de services professionnels (services de génie et d'architecture, bureaux de placement, services de réparation, etc.) ont également profité de la vague. La fabrication a bondi de 7,6 % grâce à une forte demande intérieure et extérieure, virtuellement tous les fabricants bénéficiant de l'essor de l'économie.

L'Alberta a enregistré la plus forte croissance du revenu du travail au pays, qui a fait augmenter les ventes au détail de 5,6 %, particulièrement celles de meubles, d'appareils électroménagers et des biens semi-durables. Les dépenses personnelles en biens semi-durables ont bondi de 8,1 % Cette croissance a également profité aux grossistes, qui ont accru leur production de 7,4 %.

Une croissance du revenu du travail largement supérieure à la moyenne nationale

Variation en %



L'investissement des entreprises n'a pas suivi le rythme national, augmentant de 5,0 % seulement. Même si le taux de croissance de l'investissement résidentiel était le plus faible au pays, il n'était pas un signe de faiblesse mais plutôt d'un secteur fonctionnant à pleine capacité, puisque l'investissement construction résidentielle a été de 31 % plus élevé en 2004 qu'en 2000. D'autre part, l'investissement en construction non résidentielle a augmenté de 5,8 %. L'Alberta est la seule province dans laquelle l'investissement non résidentiel a affiché une croissance soutenue durant quatre des cinq dernières années.

Les producteurs de cultures ont dû faire face à des conditions de sécheresse en 2001 et en 2002, puis à des conditions climatiques instables en 2004. La frontière restant fermée aux bovins vivants, l'industrie de l'élevage continue d'éprouver des difficultés.

La plus grande part de la croissance du PIB est le résultat de l'augmentation de 3,6 % des heures travaillées, accompagnée d'une légère amélioration de la productivité du travail de 0,6 %.

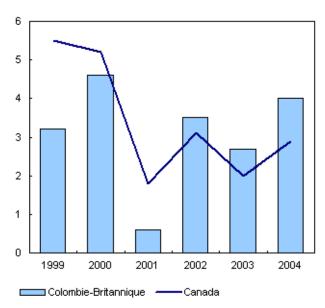
Colombie-Britannique

La demande de produits du bois alimente la croissance en Colombie-Britannique

L'économie de la Colombie-Britannique a progressé de 4,0 % en 2004, sa meilleure performance en quatre ans. Le taux de croissance de la Colombie-Britannique a été supérieur à celui du Canada pour une troisième année d'affilée. Les industries produisant des biens ont affiché un taux de croissance de 7,0 % attribuable à l'augmentation de la demande internationale pour les ressources. La fabrication des produits du bois et la construction de bâtiments résidentiels ont contribué davantage à la croissance de l'économie que n'importe quelle autre industrie. Les dépenses personnelles ont augmenté de 4,1 %, une hausse bien au-dessus de la moyenne nationale.

Taux de croissance du PIB - Colombie-Britannique

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

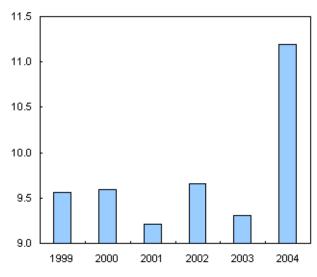


Un bond important des heures travaillées (+4,7 %) est à l'origine de la forte performance de la Colombie-Britannique en 2004. Cette performance est partiellement contrebalancée par un déclin de la productivité du travail de 0,8 %.

Une forte demande extérieure et des prix à la hausse se sont traduits par une augmentation marquée de la production de bois d'œuvre en 2004. Les retombées sur l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière se sont traduites par une augmentation de 21 %. En réponse à l'infestation des dendroctones du pin, le gouvernement a autorisé une augmentation significative de la superficie exploitable. Les incendies de forêt ont causé considérablement moins de dommages que ceux qui ont ravagé la province en 2003. Ailleurs, dans le secteur des ressources, une forte demande mondiale d'acier a eu des retombées positives sur l'industrie minière dont l'activité a augmenté de 3,9 %.

Les exportations des produits du bois propulsent l'économie

Milliards de dollars constant (1997)



■ C.-B. Exportations de produits de bois

La vigueur du secteur des ressources a également stimulé l'investissement en machines et matériel qui a bondi de 18 % en 2004 après n'avoir affiché qu'une faible croissance, voire aucune, au cours des trois dernières années. Une demande internationale croissante et des prix élevés ont stimulé l'investissement en exploration minérale. La baisse de 4,4 % de l'investissement non résidentiel en 2004 des entreprises a été compensée par une croissance de 21 % des investissements non résidentiels des administrations publiques.

L'investissement des entreprises en construction résidentielle a encore augmenté de 15 % en 2004, après deux années de croissance à deux chiffres, et affiche maintenant une hausse remarquable de 64 % depuis 2000. La croissance de 4,8 % connue par le secteur du commerce de détail est attribuable aux centres de rénovation, magasins de meubles et magasins de produits électroniques et d'appareils électroménagers. Les consommateurs n'ont pas limité leurs achats aux articles d'ameublement, les dépenses personnelles totales ayant enregistré une forte croissance. Une demande intérieure importante a également entraîné un accroissement des importations.

Les importations internationales ont augmenté de 10,5 % en 2004, hausse qui, alliée à une croissance de 8 % des importations nationales, s'est traduite par une plus grande congestion dans le port de Vancouver. L'industrie du transport et de l'entreposage a connu une croissance de 7,1 %, son meilleur résultat en trois ans.

Si l'économie a enregistré sa plus forte croissance des quatre dernières années, un certain nombre de secteurs s'en sont moins bien tirés. Les dépenses courantes nettes des administrations publiques sont demeurées faibles, n'ayant progressé que de 1,2 % en 2004.

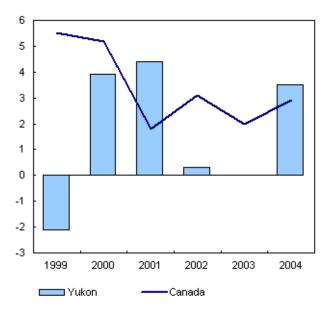
Yukon

Forte reprise au Yukon

L'économie du Yukon a progressé de 3,5 % en 2004, sa meilleure performance en trois ans. Tous les secteurs ont affiché de bons résultats, l'investissement des entreprises et des administrations publiques ainsi que les exportations internationales arrivant en tête. Les industries produisant des biens ont connu une forte croissance, soit de 27 %, l'activité de la construction contribuant plus que toute autre industrie à la croissance de l'économie.

Taux de croissance du PIB - Yukon

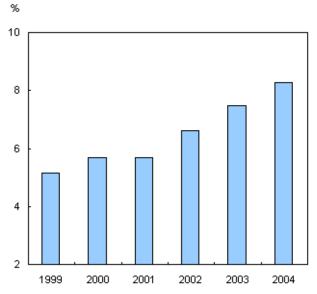
Variation en %, dollars enchaînés (1997)



En 2004, l'industrie minière a enregistré une hausse de plus de 80 %, attribuable principalement à l'or, dont le prix a atteint son niveau le plus élevé en seize ans. Le gouvernement a prolongé son crédit d'impôt remboursable pour les activités d'exploration minière afin d'encourager la croissance des activités de prospection. Cela a aidé les activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz, la production de ces industries ayant augmenté de 67 %. L'industrie de l'extraction du pétrole et du gaz comme telle n'a pas connu d'aussi bons résultats, affichant une baisse de 29 % en raison d'une diminution de la production de gaz naturel.

L'investissement total des entreprises s'est accru de 25 %, la construction résidentielle augmentant de 8,4 %, en hausse pour une cinquième année consécutive. L'investissement en construction non résidentielle, qui était à la baisse l'an dernier, a rebondi en 2004.

Importance grandissante de la construction résidentielle



 Investissement des entreprises en construction résidentielle en pourcentage du PIB, dollars enchaînés (1997)

L'investissement des administrations publiques a bondi de 33 % en raison des efforts déployés pour mettre en place l'infrastructure nécessaire pour offrir un service Internet à bande large aux collectivités rurales. Les dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services, importante composante du PIB, ont progressé marginalement (hausse de 1,2 %) après avoir augmenté de façon plus marquée en 2002 et en 2003.

Les heures travaillées ont augmenté de 0,5 % tandis que la productivité du travail a augmenté de 3,0 %.

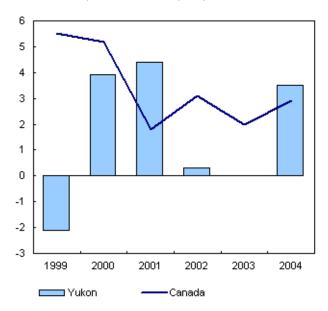
Territoires du Nord-Ouest

La vigueur soutenue de la production de diamants donne de l'éclat à l'économie des Territoires du Nord-**Ouest**

Le PIB des Territoires du Nord-Ouest a affiché en 2004 une hausse de 5,2 % attribuable de nouveau à la croissance dans tous les secteurs de l'économie sous l'impulsion de l'exploitation minière des diamants. L'investissement, les exportations, les dépenses des administrations publiques et les importations ont tous été touchés par cette industrie importante.

Taux de croissance du PIB - Territoires du Nord-Ouest

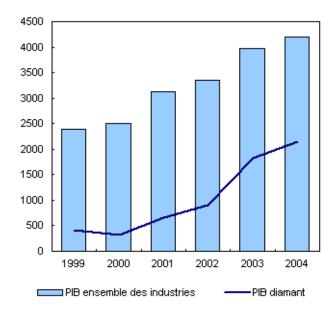
Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La production et les exportations de diamants ont augmenté en tandem, une nouvelle hausse de la production de la mine Diavik ayant entraîné une croissance d'au moins 10 % en 2004. L'industrie du transport a continué de croître à un taux de près de 5,7 %, fournissant un soutien d'infrastructure aux opérations minières du territoire.

Les diamants continuent d'alimenter la croissance

Millions de dollars enchaînés (1997)



L'investissement des entreprises a bondi de 42 %, dû à l'importation des machines et matériel aux fins de l'expansion de leurs activités. Dans l'ensemble, l'activité de construction a progressé de 29 %. Les dépenses en immobilisations accrues au titre de l'exploitation de la mine Snap Lake ont stimulé la construction non résidentielle qui a bondi de 123 %. L'installation de pipe-lines a stimulé la construction d'ouvrages pétroliers et gaziers, qui a augmenté de 38 %, tandis que l'investissement résidentiel a affiché une hausse de 7,2 %.

L'extraction pétrolière et gazière a enregistré une baisse de 8,4 % attribuable principalement à une baisse de la production de gaz naturel (chute de 30 %) et, dans une moindre mesure, du recul de 5,4 % de la production de pétrole.

Le marché du travail dans les Territoires du Nord-Ouest s'est calmé en 2004, enregistrant une baisse de 3,5 % des heures travaillées, soit le troisième déclin annuel consécutif. La productivité du travail a progressé 9,0 % après avoir atteint une croissance record de 17,9 % en 2003.

28

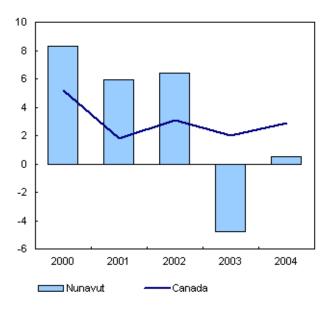
Nunavut

Reprise de la croissance au Nunavut grâce à la forte hausse de l'investissement des entreprises

Après s'être repliée de 4,8 % en 2003, l'économie du Nunavut a progressé de 0,5 % en 2004 grâce à la forte hausse de l'investissement des entreprises. Les exportations ont augmenté de 4,4 %, mais sont demeurées bien en deçà des niveaux affichés en 2000, l'industrie de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz ayant été réduite à un dixième de sa taille en 2000.

Taux de croissance du PIB - Nunavut

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



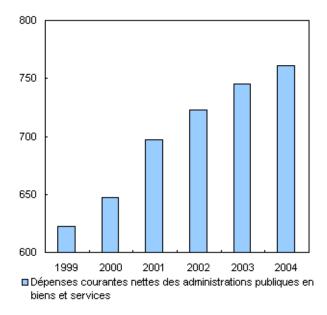
L'investissement des entreprises a bondi de 20 % grâce aux bons résultats affichés par l'investissement en construction non résidentielle ainsi qu'en machines et matériel. L'investissement total en construction non résidentielle s'est accru grâce à l'investissement en nouveaux bâtiments institutionnels, y compris les nouveaux centres de soins de santé de Cambridge Bay et de Rankin Inlet.

Les importations ont crû de 7,2 % en 2004, croissance qui a touché de nombreux groupes de produits et qui était attribuable à une plus forte demande de biens de consommation et de matériaux de construction. Les secteurs du commerce de détail et du commerce de gros ont tous deux affiché une hausse à la faveur de l'augmentation de 3,4 % des dépenses personnelles.

Le rythme de croissance des dépenses courantes nettes des administrations publiques s'est ralenti au cours des dernières années après avoir connu de fortes hausses en 2000 et 2001.

Les dépenses des administrations publiques en hausse

Millions de dollars enchaînés (1997)



Les heures travaillées ont augmenté de 1,7 %, tandis que la productivité du travail a décliné pour une deuxième année consécutive.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | | | |
|---|-----------------------|--|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--|--|--|
| | | millions de dollars aux prix courrants | | | | | | | |
| en termes de revenus et de dépenses | | | | | | | | | |
| émunération des salariés | 502 726 | 545 204 | 570 008 | 592 692 | 617 753 | 643 964 | | | |
| néfices des sociétés avant impôts | <i>5,8</i> 110 769 | <i>8,4</i> 135 978 | <i>4,5</i> 127 073 | <i>4,0</i> 135 840 | <i>4,2</i> 147 592 | <i>4,2</i> 175 148 | | | |
| rêts et revenus divers de placements | 28,6 55 650 | 22,8 66 631 | -6,5 63 366 | 6,9 58 687 | 8,7 61 853 | 18,7 67 250 | | | |
| · | 2,6 | 19,7 | -4,9 | -7,4 | 5,4 | 8,7 | | | |
| enu net des entreprises individuelles | 61 466 <i>6,1</i> | 64 944 <i>5,7</i> | 68 857 <i>6,0</i> | 74 260 7,8 | 77 158 3,9 | 81 027 <i>5,0</i> | | | |
| ôts moins subventions | 123 420 5,2 | 128 340 <i>4,0</i> | 128 521 <i>0,1</i> | 138 523 7,8 | 141 424 2,1 | 148 682 5,1 | | | |
| enu personnel disponible | 596 227 | 639 567 | 669 196 | 693 667 | 719 553 | 747 496 | | | |
| x d'épargne personnelle ² | 4,8 4,0 | 7,3 4,7 | 4,6 5,2 | 3,7 3,5 | 3,7 2,4 | 3,9 1,4 | | | |
| | | million | os do dollars d | anchaînás (1 | 007) | | | | |
| ansas parsonnallas an higns at sarvicas do | 544 753 | 566 664 | ns de dollars (579 513 | 600 701 | 619 401 | 640 630 | | | |
| penses personnelles en biens et services de nsommation | 3,8 | 4,0 | 2,3 | 3,7 | 3, 1 | 3,4 | | | |
| enses courantes des administrations publiques biens et services | 181 006 2,1 | 186 589 3,1 | 193 876 3,9 | 198 828 2,6 | 204 593 2,9 | 210 049 2,7 | | | |
| mation brute de capital fixe | 192 088 | 201 109 | 209 102 | 212 567 | 225 199 | 240 150 | | | |
| stissements en stocks | 7,3 6 586 | <i>4,7</i> 13 376 | 4,0 -2 387 | 1,7 1 757 | <i>5,9</i> 11 065 | <i>6,6</i> 11 535 | | | |
| rtations de biens et services | 421 046 | 458 574 | 444 986 | 449 305 | 439 784 | 461 675 | | | |
| ortations de biens et services | 10,7 375 219 | 8,9 405 715 | -3, <i>0</i> 384 894 | 1,0 390 744 | -2,1 406 664 | <i>5,0</i> 439 619 | | | |
| uit intérieur brut aux prix du marché | 7,8 969 750 | 8,1 1 020 488 | -5,1 1 038 702 | 1,5 1 070 789 | 4,1 1 092 388 | 8,1 1 124 428 | | | |
| aux prix de base, par industrie | 5,5 | 5,2 | 1,8 | 3, 1 | 2,0 | 2,9 | | | |
| | 292 849 | 312 498 | 305 727 | 311 984 | 319 035 | 332 217 | | | |
| stries productrices de biens | 6,0 | 6,7 | -2,2 | 2,0 | 2,3 | 4,1 | | | |
| stries productrices de services | 603 224 5,4 | 631 056 <i>4,6</i> | 652 201 <i>3,4</i> | 674 926 3,5 | 690 777 2,3 | 709 357 2,7 | | | |
| uction industrielle | 223 124 6,2 | 239 944 7,5 | 231 440 -3,5 | 236 504 2,2 | 238 271 0,7 | 247 374 3,8 | | | |
| cation de biens non durables | 64 750 | 70 046 | 71 164 | 72 335 | 72 264 | 73 714 | | | |
| ication de biens durables | 3,2 96 810 | 8,2 107 458 | 1,6 98 881 | 1,6 99 592 | 99 619 | 2,0 106 132 | | | |
| rication | 11,8 161 634 | <i>11,0</i> 177 618 | -8, <i>0</i> 170 247 | <i>0,7</i> 172 134 | <i>0,0</i> 172 090 | <i>6,5</i> 180 070 | | | |
| culture, foresterie, pêche et chasse | 8,3 23 277 | 9,9 23 344 | <i>-4,2</i> 21 927 | 1,1 20 771 | -0,0 23 132 | <i>4,6</i> 24 583 | | | |
| estruction | 7,0 46 433 | <i>0,3</i> 48 992 | -6,1 52 575 | -5,3 54 971 | 11,4 58 026 | 6,3 60 689 | | | |
| merce de gros | 4,5 50 401 | 5,5 53 587 | 7,3 54 525 | 4,6 56 552 | 5,6 | 4,6 62 306 | | | |
| · · | 6,9 | 6,3 | 1,7 | 3,7 | 4,6 | 5,3 | | | |
| nmerce de détail | 46 941 <i>4</i> ,7 | 49 924 6,4 | 52 445 5,0 | 55 737 6,3 | | 59 405 3,8 | | | |
| istiques sur le travail | | | | | | | | | |
| res travaillées pour tous emplois (milliers) | 25 939 341 | 26 519 404 | 26 717 327 | 27 099 791 | 27 507 985 | 28 321 311 | | | |
| nbre total d'emplois (unités) | 3,0 | 2,2 | 0,7 | 1,4 | | 3,0 | | | |
| ioro totar a ompioio (arineo) | 2,8 | 2,4 | 1,1 | 2,4 | | 1,9 | | | |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-Neuve-et-Labrador¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | | |
|---|--|----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------------|-----------------------|--|--|
| | millions de dollars aux prix courrants | | | | | | | |
| en termes de revenus et de dépenses | | | | | | | | |
| unération des salariés | 5 856 | 6 357 | 6 656 | 6 918 | 7 361 | 7 658 | | |
| éfices des sociétés avant impôts | <i>4,9</i> 1 279 | 8,6 2 302 | <i>4,7</i> 2 019 | 3,9 3 732 | 6, <i>4</i> 4 577 | <i>4,0</i> 5 255 | | |
| · | 42,6 | 80,0 | -12,3 | 84,8 | 22,6 | 14,8 | | |
| rêts et revenus divers de placements | 833 10,2 | 817 -1,9 | 783 <i>-4,2</i> | 750 <i>-4,2</i> | 757 0,9 | 818 <i>8,1</i> | | |
| enu net des entreprises individuelles | 953 13,2 | 936 -1,8 | 926 -1,1 | 959 3,6 | 1 023 6,7 | 1 074 5,0 | | |
| its moins subventions | 1 568 | 1 622 | 1 690 | 1 808 | 1 907 | 1 972 | | |
| enu personnel disponible | <i>10,4</i> 8 378 | <i>3,4</i> 8 740 | <i>4,2</i> 9 116 | <i>7,0</i> 9 359 | <i>5,5</i> 9 764 | 3, <i>4</i> 10 090 | | |
| k d'épargne personnelle² | 3,5 1,9 | <i>4,3</i> 0,6 | <i>4,3</i> 1,2 | 2,7 -0,4 | <i>4,</i> 3 -0,7 | 3,3 -0,8 | | |
| a cpargric personnelle | | | | | | | | |
| | | millions | de dollars er | nchaînés (19 | 97) | | | |
| enses personnelles en biens et services de | 7 858 | 8 094 | 8 309 | 8 573 | 8 823 | 8 973 | | |
| sommation nses courantes des administrations publiques | <i>4,0</i> 3 599 | 3, <i>0</i> 3 653 | 2,7 3 749 | 3,2 3 891 | 2,9 4 039 | 1,7 4 031 | | |
| piens et services | 1,5 | 1,5 | 2,6 | 3,8 | 3,8 | -0,2 | | |
| ation brute de capital fixe | 3 646 <i>30,0</i> | 3 285 -9,9 | 3 238 -1,4 | 3 258 <i>0,6</i> | 3 539 <i>8,6</i> | 3 901 <i>10,2</i> | | |
| ssements en stocks | -72 | 288 | 177 | -64 | 101 | 104 | | |
| tations de biens et services | 5 674 | 6 355 | 6 207 | 8 242 | 8 844 | 8 429 | | |
| ations de biens et services | <i>9,0</i> 9 019 | <i>12,0</i> 9 411 | -2,3 9 201 | 32,8 9 525 | 7,3 10 128 | <i>-4,7</i> 10 335 | | |
| t intérieur brut aux prix du marché | <i>11,8</i> 11 715 | <i>4,3</i> 12 322 | <i>-2,2</i> 12 515 | 3,5 14 564 | 6,3 15 471 | 2,0 15 248 | | |
| · | 5,5 | 5,2 | 1,6 | 16,4 | 6,2 | -1,4 | | |
| c prix de base, par industrie | | | | | | | | |
| es productrices de biens | 3 286 | 3 614 | 3 507 | 4 563 | 5 059 | 4 848 | | |
| ies productrices de services | 12,2 7 285 | 10,0 7 444 | -3, <i>0</i> 7 634 | 30,1 7 987 | 10,9 8 164 | <i>-4,2</i> 8 200 | | |
| ction industrielle | 3, <i>4</i> 2 234 | 2,2 2 645 | 2,6 2 454 | <i>4,6</i> 3 511 | 2,2 3 934 | <i>0,4</i> 3 664 | | |
| | 10,1 | 18,4 | -7,2 | 43,1 | 12,0 | -6,9 | | |
| cation de biens non durables | 609 10,5 | 616 1,1 | 575 -6,7 | 658 14,4 | 673 2,3 | 683 1,5 | | |
| cation de biens durables | 182 <i>50,4</i> | 220 20,9 | 246 11,8 | 160 <i>-35,0</i> | 189 <i>18,1</i> | 224 18,5 | | |
| cation | 816 | 852 | 821 | 819 | 864 | 912 | | |
| ulture, foresterie, pêche et chasse | 20,4 365 | <i>4,4</i> 358 | -3,6 346 | -0,2 352 | <i>5,5</i> 355 | <i>5,6</i> 386 | | |
| struction | <i>15,1</i> 670 | -1,9 588 | -3, <i>4</i> 683 | 1,7 677 | <i>0</i> ,9 723 | <i>8,7</i> 799 | | |
| nerce de gros | 18,4 435 | -12,2 445 | 16,2 446 | -0,9 452 | 6,8 458 | 10,5 461 | | |
| · · | 10,1 | 2,3 | 0,2 | 1,3 | 1,3 | 0,7 | | |
| merce de détail | 621 5,6 | 664 6,9 | 698 <i>5,</i> 1 | 741 6,2 | 764 3,1 | 780 2,1 | | |
| istiques sur le travail | | | | | | | | |
| | 001.015 | 054040 | 000 010 | 007.000 | 000 074 | 075 50- | | |
| es travaillées pour tous emplois (milliers) | 361 646 <i>5,7</i> | 354 940 -1,9 | 363 646 2,5 | 367 299 1,0 | 369 374 <i>0,6</i> | 375 565 1,7 | | |
| ore total d'emplois (unités) | 194 595 | 192 286 -1,2 | 197 398 2,7 | 202 114 2,4 | 204 497 1,2 | 204 140 -0,2 | | |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | | |
|--|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|--|--|
| | millions de dollars aux prix courrants | | | | | | | |
| PIB en termes de revenus et de dépenses | | | | | | | | |
| émunération des salariés | 1 612 | 1 746 | 1 812 | 1 902 | 2 008 | 2 089 | | |
| énéfices des sociétés avant impôts | 6,7 344 | 8,3 362 | 3, <i>8</i> 368 | <i>5,0</i> 388 | <i>5,6</i> 403 | <i>4,0</i> 421 | | |
| · | 13,5 | 5,2 | 1,7 | 5,4 | 3,9 | 4,5 | | |
| érêts et revenus divers de placements | 124 -10,8 | 135 <i>8,9</i> | 150 11,1 | 141 -6, <i>0</i> | 134 -5,0 | 139 3, <i>7</i> | | |
| venu net des entreprises individuelles | 269 | 280 | 303 | 312 | 322 | 330 | | |
| ôts moins subventions | <i>4,3</i> 385 | <i>4,1</i> 407 | <i>8,2</i> 381 | 3, <i>0</i> 451 | 3,2 461 | 2,5 486 | | |
| renu personnel disponible | <i>5,5</i> 2 266 | <i>5,7</i> 2 420 | -6, <i>4</i> 2 467 | 18,4 2 592 | 2,2 2 636 | <i>5,4</i> 2 746 | | |
| x d'épargne personnelle ² | 5,2 3,3 | 6,8 | 1,9 | <i>5,1</i> 0,0 | 1,7 -2,6 | 4,2 | | |
| cu epargne personnelle | | 1,9 | 0,6 | | -2,0 | -2,4 | | |
| | | millions | de dollars er | nchaînés (199 | 97) | | | |
| penses personnelles en biens et services de | 2 102 | 2 195 | 2 224 | 2 308 | 2 353 | 2 401 | | |
| sommation enses courantes des administrations publiques | 3,8 963 | <i>4,4</i> 940 | 1,3 977 | 3,8 990 | <i>1,9</i> 1 048 | 2,0 1 094 | | |
| biens et services | 7,1 | -2,4 | 3,9 | 1,3 | 5,9 | 4,4 | | |
| nation brute de capital fixe | 586 17,2 | 622 6,1 | 641 <i>3,1</i> | 674 5,1 | 726 <i>7,7</i> | 733 1,0 | | |
| ssements en stocks | 12 | 74 | -46 | 56 | 25 | 27 | | |
| ations de biens et services | 1 704 | 1 772 | 1 747 | 1 758 | 1 794 | 1 885 | | |
| rtations de biens et services | 8,6 2 317 | <i>4,0</i> 2 496 | -1,4 2 476 | <i>0,6</i> 2 533 | 2,0 2 646 | 5,1 2 787 | | |
| | 10,5 | 7,7 | -0,8 | 2,3 | 4,5 | 5,3 | | |
| it intérieur brut aux prix du marché | 3 052 <i>4,2</i> | 3 111 <i>1,</i> 9 | 3 078 -1,1 | 3 255 5,8 | 3 304 1,5 | 3 365 1,8 | | |
| ıx prix de base, par industrie | | | | | | | | |
| ries productrices de biens | 710 | 724 | 682 | 740 | 754 | 770 | | |
| ries productrices de services | 7,3 2 049 | <i>2,0</i> 2 091 | -5,8 2 130 | <i>8,5</i> 2 216 | 1,9 2 263 | <i>2,1</i> 2 311 | | |
| ction industrielle | 2,9 363 | 2,0 379 | 1,9 364 | <i>4,0</i> 378 | 2,1 406 | 2,1 430 | | |
| | 13,4 | 4,4 | -4,0 | 3,8 | 7,4 | 5,9 | | |
| ation de biens non durables | 228 7,5 | 241 5,7 | 243 <i>0</i> ,8 | 249 2,5 | 269 8,0 | 271 <i>0,7</i> | | |
| cation de biens durables | 94 32, <i>4</i> | 102 | 84 | 87 | 95 | 116 | | |
| ication | 315 | 8,5 336 | -17,6 320 | 3,6 334 | <i>9,2</i> 361 | 22,1 385 | | |
| culture, foresterie, pêche et chasse | 12,1 203 | <i>6,7</i> 196 | <i>-4,8</i> 159 | <i>4,4</i> 210 | 8,1 200 | <i>6,6</i> 197 | | |
| struction | -1,9 145 | -3, <i>4</i> 149 | -18,9 161 | <i>32,1</i> 167 | <i>-4,8</i> 168 | -1,5 163 | | |
| | <i>6,6</i> 109 | 2,8 | 8, 1 | 3,7 | 0,6 | -3,0 | | |
| nmerce de gros | -1,8 | 112 2,8 | 108 -3,6 | 112 3,7 | 114 1,8 | 118 3,5 | | |
| nmerce de détail | 182 <i>6,4</i> | 200 9,9 | 213 <i>6,5</i> | 222 <i>4</i> ,2 | 224 0,9 | 229 2,2 | | |
| atistiques sur le travail | | | | | | | | |
| • | 110.070 | 114 990 | 116 270 | 116 707 | 110 044 | 116 070 | | |
| es travaillées pour tous emplois (milliers) | 110 270 <i>1,</i> 3 | 114 820 <i>4,1</i> | 116 279 1,3 | 116 787 <i>0,4</i> | 118 044 1,1 | 116 873 -1,0 | | |
| bre total d'emplois (unités) | 60 083 <i>0,</i> 3 | 63 056 <i>4,9</i> | 63 643 0,9 | 64 749 1,7 | 65 969 1,9 | 66 002 0,1 | | |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | | |
|--|--|------------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--|--|
| | millions de dollars aux prix courrants | | | | | | | |
| PIB en termes de revenus et de dépenses | | | | | | | | |
| Rémunération des salariés | 12 416 | 13 107 | 13 606 | 14 336 | 14 868 | 15 304 | | |
| Bénéfices des sociétés avant impôts | <i>8,0</i> 1 832 | <i>5,6</i> 2 281 | 3,8 2 432 | <i>5,4</i> 2 386 | 3,7 2 785 | 2,9 3 106 | | |
| | 20,1 1 155 | 24,5 1 263 | 6,6 1 288 | -1,9 1 182 | 16,7 1 223 | 11,5 1 242 | | |
| térêts et revenus divers de placements | 4,8 | 9,4 | 2,0 | -8,2 | 3,5 | 1,6 | | |
| venu net des entreprises individuelles | 1 746 <i>6,5</i> | 1 772 1,5 | 1 886 <i>6,4</i> | 2 011 6,6 | 2 098 <i>4,</i> 3 | 2 174 3,6 | | |
| pôts moins subventions | 2 892 5,1 | 2 999 3,7 | 3 172 <i>5</i> ,8 | 3 475 9,6 | 3 701 <i>6,5</i> | 3 827 3,4 | | |
| venu personnel disponible | 16 827 | 17 526 | 18 126 | 18 699 | 19 247 | 19 787 | | |
| ux d'épargne personnelle ² | <i>4,9</i> 3,8 | <i>4,2</i> 2,3 | 3, <i>4</i> 2,9 | 3,2 0,4 | 2,9 -1,4 | 2,8 -3,0 | | |
| | ••• | | | | ••• | | | |
| | | millions | de dollars er | nchaînés (199 | 97) | | | |
| penses personnelles en biens et services de onsommation | 15 378 <i>4</i> ,2 | 15 746 2,4 | 15 914 1,1 | 16 544 <i>4</i> ,0 | 16 918 2,3 | 17 331 2,4 | | |
| penses courantes des administrations publiques | 6 830 | 6 846 | 6 970 | 7 167 | 7 231 | 7 395 | | |
| n biens et services mation brute de capital fixe | 1,9 5 424 | <i>0,2</i> 4 831 | 1,8 5 067 | 2,8 5 454 | <i>0,9</i> 5 519 | 2,3 5 681 | | |
| estissements en stocks | 23,4 76 | -10,9 190 | <i>4,9</i> 85 | 7,6 -120 | 1,2 42 | 2,9 124 | | |
| | | | | | 12 347 | | | |
| portations de biens et services | 10 207 5,6 | 11 170 9, <i>4</i> | 11 679 <i>4,6</i> | 12 302 5,3 | 0,4 | 12 666 2,6 | | |
| ortations de biens et services | 15 647 8,2 | 15 832 1,2 | 16 041 <i>1,3</i> | 16 650 3,8 | 17 163 <i>3,1</i> | 17 947 <i>4</i> ,6 | | |
| uit intérieur brut aux prix du marché | 22 285 5,5 | 22 970 3,1 | 23 700 3,2 | 24 702 <i>4,</i> 2 | 24 925 0,9 | 25 271 1,4 | | |
| aux prix de base, par industrie | | | | | | | | |
| stries productrices de biens | 4 908 | 5 034 | 5 250 | 5 546 | 5 448 | 5 514 | | |
| stries productrices de services | 10,3 15 334 | 2,6 15 790 | <i>4,3</i> 16 288 | <i>5,6</i> 17 016 | -1,8 17 326 | 1,2 17 572 | | |
| uction industrielle | 4,8 2 952 | 3,0 3 217 | 3,2 3 283 | 4,5 3 553 | 1,8 3 332 | 1,4 3 400 | | |
| | 4,9 | 9,0 | 2,1 | 8,2 | -6,2 | 2,0 | | |
| ication de biens non durables | 1 393 <i>16,4</i> | 1 292 -7,3 | 1 321 2,2 | 1 377 <i>4,2</i> | 1 392 1,1 | 1 418 <i>1,9</i> | | |
| ication de biens durables | 767 -0,4 | 888 15,8 | 861 -3, <i>0</i> | 1 003 <i>16,5</i> | 926 -7,7 | 990 6,9 | | |
| rication | 2 131 8,6 | 2 130 | 2 133 0,1 | 2 326 | 2 272 -2,3 | 2 356 3,7 | | |
| culture, foresterie, pêche et chasse | 588 | -0,0 608 | 679 | 9, <i>0</i> 680 | 716 | 690 | | |
| struction | 16,2 1 357 | 3, <i>4</i> 1 161 | 11,7 1 245 | <i>0,1</i> 1 274 | <i>5,3</i> 1 377 | -3, <i>6</i> 1 398 | | |
| nmerce de gros | 20,2 998 | -1 <i>4,4</i> 1 027 | <i>7,2</i> 1 012 | 2,3 1 057 | <i>8,1</i> 1 099 | <i>1,5</i> 1 128 | | |
| mmerce de détail | 12,3 1 290 | 2,9 1 368 | -1,5 1 474 | 4,4 1 521 | 4,0 1 500 | 2,6 1 564 | | |
| minoroo de detali | 8,2 | 6,0 | 7,7 | 3,2 | -1,4 | 4,3 | | |
| tistiques sur le travail | | | | | | | | |
| es travaillées pour tous emplois (milliers) | 736 320 | 744 684 | 753 300 | 762 085 | 770 139 | 772 589 | | |
| , | 1,6 | 1,1 | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 0,3 | | |
| nbre total d'emplois (unités) | 413 915 2,2 | 420 118 <i>1,5</i> | 423 877 0,9 | 432 645 2,1 | 439 691 <i>1,6</i> | 447 758 1,8 | | |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | | |
|---|--|-----------------------|----------------------|------------------------|----------------------|-----------------------|--|--|
| | millions de dollars aux prix courrants | | | | | | | |
| en termes de revenus et de dépenses | | | | | | | | |
| munération des salariés | 9 995 | 10 604 | 10 656 | 11 105 | 11 640 | 11 903 | | |
| éfices des sociétés avant impôts | <i>7,3</i> 1 769 | <i>6,1</i> 1 846 | <i>0,5</i> 1 904 | <i>4,2</i> 1 849 | <i>4,8</i> 1 862 | 2,3 2 292 | | |
| êts et revenus divers de placements | 35,8 1 287 | <i>4,4</i> 1 345 | 3, <i>1</i> 1 320 | -2,9 1 164 | <i>0,7</i> 1 190 | 23, <i>1</i> 1 168 | | |
| · | 5,0 | 4,5 | -1,9 | -11,8 | 2,2 | -1,8 | | |
| enu net des entreprises individuelles | 1 235 <i>4,7</i> | 1 253 1,5 | 1 321 5,4 | 1 345 1,8 | 1 361 1,2 | 1 441 5,9 | | |
| ts moins subventions | 2 297 6,1 | 2 430 5,8 | 2 567 5,6 | 2 770 7,9 | 2 913 <i>5,2</i> | 2 979 2,3 | | |
| enu personnel disponible | 13 189 <i>4,8</i> | 13 730 <i>4,1</i> | 14 167 3,2 | 14 438 1,9 | 14 904 3,2 | 15 268 2,4 | | |
| d'épargne personnelle ² | 6,4 | 4,9 | 5,7 | 2,6 | 2,3 | 0,3 | | |
| | | millions | de dollars er | nchaînés (199 | 97) | | | |
| nses personnelles en biens et services de | 11 759 | 12 100 | 12 203 | 12 625 | 12 824 | 13 174 | | |
| nsommation enses courantes des administrations publiques | <i>4,0</i> 5 078 | 2,9 4 923 | <i>0,9</i> 4 961 | 3, <i>5</i> 5 078 | <i>1,6</i> 5 196 | 2,7 5 275 | | |
| oiens et services ation brute de capital fixe | 2,9 4 071 | -3, <i>1</i> 4 140 | <i>0,8</i> 3 515 | 2, <i>4</i> 3 621 | 2,3 4 075 | <i>1,5</i> 4 310 | | |
| stissements en stocks | 27,9 99 | 1,7 217 | -15,1 14 | 3, <i>0</i> 58 | <i>12,5</i> 81 | 5,8 70 | | |
| tations de biens et services | 12 625 | 13 008 | 14 534 | 14 984 | 15 020 | 15 251 | | |
| rtations de biens et services | 6,0 15 095 | 3, <i>0</i> 15 460 | 11,7 16 063 | 3,1 16 369 | 0,2 16 805 | 1,5 1,7 17 334 | | |
| | 9,9 | 2,4 | 3,9 | 1,9 | 2,7 | 3,1 | | |
| t intérieur brut aux prix du marché | 18 553 <i>6,2</i> | 18 942 2,1 | 19 257 <i>1,7</i> | 20 105 <i>4,4</i> | 20 449 1,7 | 20 867 2,0 | | |
| x prix de base, par industrie | | | | | | | | |
| ries productrices de biens | 5 333 | 5 459 | 5 361 | 5 609 | 5 820 | 6 004 | | |
| tries productrices de services | <i>10,4</i> 11 558 | 2, <i>4</i> 11 872 | -1,8 12 222 | <i>4,6</i> 12 700 | 3,8 12 879 | 3,2 13 078 | | |
| uction industrielle | <i>4,5</i> 3 514 | 2,7 3 611 | 2,9 3 496 | 3,9 3 644 | 1, <i>4</i> 3 657 | <i>1,5</i> 3 718 | | |
| cation de biens non durables | 6,8 1 552 | 2,8 1 726 | -3,2 1 648 | <i>4,2</i> 1 785 | 0,4 1 688 | 1,7 1 786 | | |
| cation de biens durables | 5,9 1 014 | 11,2 1011 | -4,5 | 8,3 | -5,4 | 5,8 1 101 | | |
| | 14,8 | -0,3 | 986 <i>-2,5</i> | 1 055 7,0 | 1 081 2,5 | 1,9 | | |
| ication | 2 558 <i>8,7</i> | 2 735 6,9 | 2 686 -1,8 | 2 886 <i>7,4</i> | 2 815 -2,5 | 2 934 <i>4</i> ,2 | | |
| culture, foresterie, pêche et chasse | 708 10,3 | 722 2,0 | 855 18,4 | 948 10,9 | 951 <i>0</i> ,3 | 1 003 <i>5,5</i> | | |
| struction | 1 113 23,5 | 1 127 1,3 | 1 009 -10,5 | 1 013 0,4 | 1 195 <i>18,0</i> | 1 265 5,9 | | |
| nerce de gros | 755 | 774 | 811 | 839 | 864 | 883 | | |
| nmerce de détail | 2,2 998 | 2,5 1 080 | <i>4,8</i> 1 105 | 3,5 1 141 | 3, <i>0</i> 1 149 | 2,2 1 187 | | |
| | 4,8 | 8,2 | 2,3 | 3,3 | 0,7 | 3,3 | | |
| stiques sur le travail | | | | | | | | |
| s travaillées pour tous emplois (milliers) | 600 315 | 613 141 | 605 838 | 626 591 | 625 613 | 633 013 | | |
| bre total d'emplois (unités) | 3, <i>0</i> 330 703 | 2,1 336 257 | -1,2 333 997 | 3, <i>4</i> 345 539 | -0,2 346 692 | 1,2 352 685 | | |
| | 3,3 | 1,7 | -0,7 | 3,5 | 0,3 | 1,7 | | |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|------------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|------------------------|-----------------------|
| | | million | s de dollars a | ux prix courr | ants | |
| en termes de revenus et de dépenses | | | | | | |
| nunération des salariés | 108 173 | 117 658 | 121 990 | 127 524 | 132 849 | 137 470 |
| éfices des sociétés avant impôts | 5,6 23 065 | 8,8 23 761 | 3,7 22 523 | <i>4,5</i> 23 428 | <i>4,2</i> 23 243 | 3,5 27 778 |
| · | 32, <i>4</i> 12 825 | 3,0 | -5,2 | <i>4,0</i> 13 904 | -0,8 | 19,5 |
| êts et revenus divers de placements | 1,9 | 14 028 <i>9,4</i> | 13 888 -1,0 | 0,1 | 14 276 2,7 | 15 268 <i>6</i> ,9 |
| nu net des entreprises individuelles | 12 084 5,2 | 12 416 2,7 | 13 150 <i>5</i> , <i>9</i> | 13 992 <i>6,4</i> | 14 672 <i>4</i> ,9 | 15 374 <i>4</i> ,8 |
| ts moins subventions | 28 751 | 30 080 | 30 163 | 32 372 | 33 173 | 34 654 |
| nu personnel disponible | <i>5,3</i> 131 076 | <i>4,6</i> 139 159 | <i>0,3</i> 145 505 | 7,3 151 676 | 2,5 157 427 | <i>4,5</i> 163 268 |
| d'épargne personnelle ² | 4,5 3,4 | 6,2 3,8 | 4,6 4,7 | 4,2 4,0 | 3,8 3,0 | 3,7 2,1 |
| | | | s de dollars e | | | |
| nses personnelles en biens et services de | 120 924 | 124 959 | 127 593 | 131 719 | 136 076 | 140 467 |
| sommation | 3,5 42 715 | 3,3 43 936 | 2,1 45 577 | 3,2 46 757 | 3,3 48 016 | 3,2 49 199 |
| ses courantes des administrations publiques ens et services | 42 / 15 2,6 | 43 936 2,9 | 45 57 7 3,7 | 46 757 2,6 | 2,7 | 49 199 2,5 |
| ation brute de capital fixe | 36 605 8,9 | 37 857 3,4 | 38 363 1,3 | 40 815 <i>6,4</i> | 43 351 6,2 | 47 973 10,7 |
| ssements en stocks | 2 487 | 3 029 | -1 222 | -644 | 840 | 1 248 |
| ations de biens et services | 122 269 | 135 478 | 132 800 | 132 739 | 131 922 | 133 540 |
| tations de biens et services | <i>11,5</i> 118 506 | <i>10,8</i> 129 842 | -2,0 124 549 | <i>-0,0</i> 126 566 | <i>-0,6</i> 130 691 | 1,2 137 772 |
| | 9,1 | 9,6 | -4, 1 | 1,6 | 3,3 | 5,4 |
| intérieur brut aux prix du marché | 206 467 6,2 | 215 424 <i>4,</i> 3 | 218 626 1,5 | 224 574 2,7 | 229 244 2,1 | 234 445 2,3 |
| prix de base, par industrie | | | | | | |
| es productrices de biens | 65 542 | 70 817 | 70 016 | 71 425 | 71 615 | 73 573 |
| ies productrices de services | 7,9 126 936 | <i>8,0</i> 130 587 | -1,1 134 223 | <i>2,0</i> 138 933 | <i>0,3</i> 142 948 | 2,7 146 264 |
| tion industrielle | <i>5,7</i> 53 157 | 2,9 57 648 | 2,8 55 973 | 3,5 56 399 | <i>2,9</i> 55 718 | 2,3 56 284 |
| | 9,9 | 8,4 | -2,9 | 0,8 | -1,2 | 1,0 |
| ation de biens non durables | 18 487 2,0 | 19 966 <i>8,0</i> | 20 907 <i>4,7</i> | 21 232 1,6 | 21 032 -0,9 | 20 767 -1,3 |
| ation de biens durables | 25 262 18,7 | 28 129 11,3 | 26 036 -7,4 | 25 378 -2,5 | 24 860 -2,0 | 25 866 <i>4,0</i> |
| ation | 43 711 | 48 090 | 46 784 | 46 402 | 45 695 | 46 394 |
| lture, foresterie, pêche et chasse | 10,8 3 897 | 10,0 3 784 | -2,7 4 072 | -0,8 4 015 | -1,5 4 209 | 1,5 4 398 |
| ruction | 11,4 8 480 | -2,9 9 287 | 7,6 9 824 | -1, <i>4</i> 10 925 | <i>4,8</i> 11 608 | <i>4,5</i> 12 821 |
| | -4,0 | 9,5 | 5,8 | 11,2 | 6,3 | 10,4 |
| nerce de gros | 9 806 <i>4,3</i> | 10 469 <i>6,8</i> | 10 757 2,8 | 11 223 <i>4,3</i> | 11 822 5,3 | 12 410 <i>5,0</i> |
| erce de détail | 10 798 <i>5</i> ,3 | 11 401 5,6 | 11 864 <i>4,1</i> | 12 590 <i>6</i> ,1 | 13 038 3,6 | 13 538 <i>3,8</i> |
| stiques sur le travail | | | | | | |
| s travaillées pour tous emplois (milliers) | 5 750 939 | 5 857 563 | 5 837 491 | 6 016 173 | 6 009 001 | 6 178 811 |
| , | 5,0 | 1,9 | -0,3 | 3, 1 | -0, 1 | 2,8 |
| re total d'emplois (unités) | 3 274 777 3,9 | 3 364 889 2,8 | 3 406 130 1,2 | 3 541 086 <i>4,0</i> | 3 574 049 0,9 | 3 635 534 1,7 |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|--|-----------------|----------------|-----------------|----------------|-------------|----------------|
| | | millior | ns de dollars a | aux prix cour | rants | |
| 3 en termes de revenus et de dépenses | | | | | | |
| munération des salariés | 214 520 | 233 876 | 242 939 | 251 226 | 261 986 | 272 340 |
| néfices des sociétés avant impôts | 7,3 | 9, <i>0</i> | 3,9 | 3, <i>4</i> | <i>4,</i> 3 | <i>4,0</i> |
| | 49 738 | 54 356 | 49 344 | 60 829 | 57 962 | 66 141 |
| rêts et revenus divers de placements | 25,9 | 9,3 | -9,2 | 23,3 | <i>-4,7</i> | <i>14,1</i> |
| | 16 936 | 18 252 | 16 996 | 15 982 | 16 145 | 17 109 |
| enu net des entreprises individuelles | -1,1 | 7,8 | -6,9 | -6, <i>0</i> | 1,0 | 6,0 |
| | 25 553 | 27 684 | 29 267 | 31 787 | 32 600 | 34 137 |
| • | 6,2 | 8,3 | 5,7 | 8,6 | 2,6 | 4,7 |
| its moins subventions | 54 934 | 56 975 | 59 016 | 61 416 | 61 663 | 65 235 |
| | 6,8 | 3,7 | <i>3,6</i> | <i>4,1</i> | <i>0,4</i> | 5,8 |
| enu personnel disponible | 244 136 | 265 316 | 274 607 | 284 681 | 295 718 | 305 449 |
| | <i>5,5</i> | 8,7 | 3,5 | 3,7 | 3,9 | 3,3 |
| d'épargne personnelle ² | 6,5 | 7,6 | 6,8 | 5,0 | 4,1 | 2,8 |
| | enchaînés (1 | 997) | | | | |
| nses personnelles en biens et services de | 216 622 | 227 244 | 232 929 | 242 082 | 249 979 | 257 994 |
| sommation | <i>4,6</i> | <i>4,9</i> | 2,5 | 3, <i>9</i> | 3,3 | 3,2 |
| nses courantes des administrations publiques | 66 158 | 68 306 | 71 227 | 73 116 | 75 897 | 78 553 |
| viens et services | <i>2,4</i> | 3,2 | <i>4,</i> 3 | 2,7 | 3,8 | 3,5 |
| ation brute de capital fixe | 73 241 | 75 778 | 77 548 | 78 531 | 82 802 | 85 573 |
| tissements en stocks | 11,6 | 3,5 | 2,3 | <i>1,3</i> | <i>5,4</i> | 3,3 |
| | 1 120 | 4 512 | -628 | 1 238 | 3 445 | 3 453 |
| | | | | | 305 148 | |
| rtations de biens et services | 289 805 11,3 | 312 492 7,8 | 303 183 -3,0 | 307 631 1,5 | -0,8 | 322 188 5,6 |
| ations de biens et services | 241 940 | 259 584 | 247 543 | 252 424 | 260 802 | 279 275 |
| | <i>8,4</i> | 7,3 | <i>-4</i> ,6 | 2,0 | 3,3 | 7,1 |
| intérieur brut aux prix du marché | 405 034 | 429 105 | 436 762 | 450 636 | 457 649 | 470 026 |
| | 7,5 | <i>5</i> ,9 | 1,8 | 3,2 | 1,6 | 2,7 |
| prix de base, par industrie | | | | | | |
| ies productrices de biens | 118 134 | 125 845 | 122 673 | 126 974 | 127 639 | 131 457 |
| ies productrices de services | 8,3 | <i>6,5</i> | -2,5 | 3,5 | <i>0,5</i> | <i>3,0</i> |
| | 255 058 | 270 266 | 279 424 | 287 499 | 294 000 | 301 992 |
| iction industrielle | 7,3 | 6,0 | 3,4 | 2,9 | 2,3 | 2,7 |
| | 95 310 | 102 504 | 98 063 | 101 240 | 100 885 | 104 629 |
| cation de biens non durables | 7,2 | 7,5 | -4,3 | 3,2 | -0,4 | 3,7 |
| | 29 052 | 31 247 | 32 140 | 32 963 | 32 951 | 33 951 |
| | 1,5 | 7,6 | 2,9 | 2,6 | -0,0 | 3,0 |
| cation de biens durables | 53 526 | 58 033 | 52 833 | 54 364 | 54 505 | 56 831 |
| | 11,6 | 8,4 | -9,0 | 2,9 | <i>0,</i> 3 | <i>4,3</i> |
| cation | 82 814 | 89 873 | 85 316 | 87 281 | 87 414 | 90 749 |
| | <i>8,1</i> | <i>8,5</i> | <i>-5,1</i> | 2,3 | <i>0,2</i> | 3,8 |
| ulture, foresterie, pêche et chasse | 4 886 | 4 671 | 4 418 | 4 401 | 4 468 | 4 530 |
| | 9,8 | -4,4 | -5, <i>4</i> | -0.4 | 1,5 | 1,4 |
| ruction | 17 963 | 18 552 | 20 090 | 21 361 | 22 326 | 22 331 |
| nerce de gros | 14,4 | 3,3 | 8,3 | 6,3 | 4,5 | 0,0 |
| | 24 339 | 26 245 | 26 501 | 27 286 | 28 553 | 30 035 |
| merce de détail | <i>11,8</i> | <i>7,8</i> | 1,0 | 3, <i>0</i> | <i>4,6</i> | 5,2 |
| | 18 618 | 19 962 | 20 875 | 22 399 | 23 010 | 23 733 |
| | 5,0 | 7,2 | 4,6 | 7,3 | 2,7 | 3,1 |
| stiques sur le travail | | | | | | |
| es travaillées pour tous emplois (milliers) | 10 314 088 | 10 592 415 | 10 758 687 | 10 852 384 | 11 046 637 | 11 371 910 |
| bre total d'emplois (unités) | 3,0 | 2,7 | 1,6 | 0,9 | 1,8 | 2,9 |
| | 5 766 542 | 5 931 981 | 6 036 484 | 6 140 026 | 6 315 034 | 6 429 407 |
| · · · · · · · · · · · · · · · · · · · | 2,6 | 2,9 | 1,8 | 1,7 | 2,9 | 1,8 |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|
| | | million | s de dollars a | ux prix courr | ants | |
| en termes de revenus et de dépenses | | | | | | |
| nunération des salariés | 16 275 | 17 146 | 17 733 | 18 581 | 19 304 | 20 039 |
| éfices des sociétés avant impôts | 3,8 2 600 | <i>5,4</i> 2 890 | 3, <i>4</i> 2 796 | <i>4,8</i> 3 029 | <i>3,9</i> 3 615 | 3,8 4 258 |
| èts et revenus divers de placements | 8,7 2 702 | 11,2 3 041 | -3,3 3 011 | 8,3 2 697 | 19,3 2 019 | 17,8 2 493 |
| · | 2,7 | 12,5 | -1,0 | -10,4 | -25,1 | 23,5 |
| nu net des entreprises individuelles | 2 209 <i>4,2</i> | 2 245 1,6 | 2 357 5,0 | 2 471 <i>4</i> ,8 | 2 506 1,4 | 2 609 <i>4,1</i> |
| ts moins subventions | 4 010 -1,3 | 4 259 6,2 | 4 399 3,3 | 4 810 9,3 | 4 782 -0,6 | 4 854 1,5 |
| enu personnel disponible | 21 133 | 22 102 | 22 974 | 23 524 | 24 199 | 25 052 |
| d'épargne personnelle ² | 3,0 4,8 | <i>4,6</i> 4,9 | 3,9 4,8 | 2,4 2,6 | 2,9 1,7 | 3,5 0,3 |
| | | | | | | |
| | | million | s de dollars e | enchaînés (19 | 997) | |
| nses personnelles en biens et services de | 19 202 | 19 629 | 20 000 | 20 567 | 20 995 | 21 719 |
| sommation nses courantes des administrations publiques | 2,1 7 064 | 2,2 7 201 | 1,9 7 460 | 2,8 7 748 | 2,1 7 874 | 3, <i>4</i> 8 046 |
| iens et services ation brute de capital fixe | <i>5,5</i> 5 692 | 1,9 5 598 | 3,6 5 810 | 3,9 6 170 | 1,6 6 308 | 2,2 6 789 |
| • | 5,5 | -1,7 | 3,8 | 6,2 | 2,2 | 7,6 |
| sements en stocks | 202 | 517 | -142 | 230 | 611 | 141 |
| tations de biens et services | 19 632 | 20 634 | 21 144 | 21 258 | 21 650 | 22 588 |
| ations de biens et services | 2,7 20 296 | 5,1 20 729 | 2,5 21 170 | 0,5 22 277 | 1,8 23 084 | <i>4,3</i> 24 090 |
| it intérieur brut aux prix du marché | <i>4,9</i> 31 503 | 2,1 32 846 | <i>2,1</i> 33 111 | <i>5,2</i> 33 735 | 3,6 34 338 | <i>4,4</i> 35 136 |
| • | 1,6 | 4,3 | 0,8 | 1,9 | 1,8 | 2,3 |
| prix de base, par industrie | | | | | | |
| ies productrices de biens | 7 980 | 8 611 | 8 216 | 8 281 | 8 330 | 8 595 |
| ries productrices de services | <i>-4,5</i> 21 145 | 7,9 21 826 | -4,6 22 432 | <i>0,8</i> 23 080 | 0,6 23 475 | 3,2 23 903 |
| tion industrielle | <i>4,1</i> 5 138 | 3,2 5 641 | 2,8 5 458 | 2,9 5 495 | 1,7 5 329 | 1,8 5 659 |
| | -6, 1 | 9,8 | -3,2 | 0,7 | -3,0 | 6,2 |
| ation | 3 553 -6,9 | 3 898 <i>9,7</i> | 3 757 -3,6 | 3 828 1,9 | 3 852 <i>0,6</i> | 4 053 5,2 |
| ılture, foresterie, pêche et chasse | 1 567 2,0 | 1 771 13,0 | 1 469 -17,1 | 1 551 5,6 | 1 706 10,0 | 1 582 -7,3 |
| truction | 1 850 | 1 886 | 1 349 | 1 334 | 1 409 | 1 466 |
| merce de gros | 3,6 1 296 | 1,9 1 204 | <i>-28,5</i> 1 892 | -1,1 1 944 | <i>5,6</i> 1 997 | <i>4,0</i> 2 051 |
| merce de détail | <i>-4,2</i> 1 674 | <i>-7,1</i> 1 757 | <i>57,1</i> 1 864 | 2,7 1 967 | 2,7 2 010 | 2,7 2 096 |
| | 8,5 | 5,0 | 6,1 | 5,5 | 2,2 | 4,3 |
| stiques sur le travail | | | | | | |
| s travaillées pour tous emplois (milliers) | 982 066 | 1 000 362 | 1 000 588 | 1 009 175 | 1 022 181 | 1 032 790 |
| ore total d'emplois (unités) | <i>0,7</i> 564 538 | 1,9 573 090 | <i>0,0</i> 574 865 | <i>0,9</i> 588 273 | 1,3 591 714 | 1,0 597 460 |
| To total a emplois (unites) | 1,8 | 1,5 | 0,3 | 2,3 | 0,6 | 1,0 |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|----------------------|
| | | millions | de dollars au | ıx prix courra | nts | |
| n termes de revenus et de dépenses | | | | | | |
| unération des salariés | 12 825 | 13 383 | 13 965 | 14 611 | 15 337 | 15 980 |
| efices des sociétés avant impôts | 3,2 3 929 | <i>4,4</i> 5 629 | <i>4</i> ,3 4 442 | <i>4,6</i> 4 817 | <i>5,0</i> 5 307 | <i>4,2</i> 6 826 |
| · | 11,6 | 43,3 | -21,1 | 8,4 | 10,2 | 28,6 |
| êts et revenus divers de placements | 2 403 -1,5 | 2 929 21,9 | 2 560 -12,6 | 2 560 <i>0,0</i> | 2 629 2,7 | 3 050 16,0 |
| nu net des entreprises individuelles | 1 775 1,9 | 1 875 5,6 | 1 953 <i>4</i> ,2 | 2 000 2,4 | 2 043 2,2 | 2 115 3,5 |
| ts moins subventions | 3 752 | 3 687 | 3 740 | 3 639 | 3 713 | 3 955 |
| nu personnel disponible | -0,0 17 517 | <i>-1,7</i> 18 187 | <i>1,4</i> 18 494 | <i>-2,7</i> 18 959 | 2,0 20 058 | 6,5 21 284 |
| d'épargne personnelle ² | <i>4,4</i> 0,5 | 3,8 -0,9 | 1,7 -2,6 | 2,5 -5,1 | <i>5,8</i> -3,9 | 6,1 -1,3 |
| a epargne personnelle | | -0,3 | -2,0 | -5,1 | -5,9 | -1,5 |
| | | millions | de dollars er | nchaînés (199 | 97) | |
| enses personnelles en biens et services de sommation | 16 581 2,3 | 17 008 2,6 | 17 236 1,3 | 17 715 2,8 | 18 163 2,5 | 18 492 1,8 |
| ses courantes des administrations publiques | 6 090 | 6 166 | 6 389 | 6 602 | 6 737 | 6 869 |
| ens et services tion brute de capital fixe | <i>-0,4</i> 7 034 | <i>1,2</i> 6 999 | <i>3,6</i> 6 931 | 3,3 6 555 | <i>2,0</i> 6 991 | 2,0 7 131 |
| · | 1,9 | -0,5 | -1,0 | -5,4 | 6,7 | 2,0 |
| ssements en stocks | 624 | 358 | -584 | -144 | 1 386 | 1 270 |
| ations de biens et services | 20 123 <i>1,4</i> | 21 420 <i>6,4</i> | 21 805 <i>1,8</i> | 21 274 -2, <i>4</i> | 21 464 <i>0</i> ,9 | 23 083 7,5 |
| ations de biens et services | 19 966 | 20 700 | 20 938 | 21 187 | 22 584 | 23 622 |
| t intérieur brut aux prix du marché | <i>4,2</i> 30 459 | 3,7 31 252 | 1,1 30 953 | 1,2 30 894 | 6,6 32 073 | <i>4,6</i> 33 168 |
| · | 0,2 | 2,6 | -1,0 | -0,2 | 3,8 | 3,4 |
| c prix de base, par industrie | | | | | | |
| es productrices de biens | 11 276 | 11 455 | 10 437 | 9 945 | 10 698 | 11 203 |
| s productrices de services | -1,5 17 097 | 1,6 17 555 | - <i>8,9</i> 18 133 | <i>-4,7</i> 18 753 | <i>7,6</i> 19 117 | <i>4,7</i> 19 509 |
| ion industrielle | 2,9 6 727 | 2,7 6 973 | 3,3 6 961 | 3, <i>4</i> 6 881 | <i>1,9</i> 7 091 | 2,1 7 349 |
| | -6,7 | 3,7 | -0,2 | -1,1 | 3,1 | 3,6 |
| ation de biens non durables | 918 -11,9 | 1 128 22,9 | 1 199 <i>6,3</i> | 1 079 <i>-10,0</i> | 1 096 <i>1,6</i> | 1 165 <i>6,3</i> |
| ation de biens durables | 1 080 10,9 | 1 072 -0,7 | 1 014 -5, <i>4</i> | 998 -1,6 | 990 <i>-0,8</i> | 1 123 <i>13,4</i> |
| ation | 1 933 | 2 144 | 2 166 | 2 024 | 2 032 | 2 227 |
| lture, foresterie, pêche et chasse | -2,6 3 028 | <i>10,9</i> 2 991 | <i>1,0</i> 1 919 | -6,6 1 538 | <i>0,4</i> 1 916 | 9,6 2 075 |
| ruction | <i>10,2</i> 1 590 | -1,2 1 645 | -35,8 1 628 | -19,9 1 588 | <i>24,6</i> 1 674 | 8,3 1 730 |
| | 1,7 | 3,5 | -1,0 | -2,5 | 5,4 | 3,3 |
| erce de gros | 1 561 3,2 | 1 537 <i>-1,5</i> | 1 650 <i>7,4</i> | 1 730 <i>4,8</i> | 1 791 <i>3,5</i> | 1 838 2,6 |
| nerce de détail | 1 347 | 1 415 | 1 479 | 1 575 | 1 617 | 1 669 |
| | 5,9 | 5,0 | 4,5 | 6,5 | 2,7 | 3,2 |
| tiques sur le travail | | | | | | |
| travaillées pour tous emplois (milliers) | 871 549 | 876 223 | 853 290 | 851 228 | 859 697 | 874 402 |
| , | -0,3 | 0,5 | -2,6 | -0,2 | 1,0 | 1,7 |
| re total d'emplois (unités) | 495 767 <i>0,</i> 9 | 493 190 <i>-0,5</i> | 476 039 -3,5 | 485 280 1,9 | 490 985 1,2 | 494 695 0,8 |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | | | | |
|--|--------------------------------------|------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|--|--|--|--|
| | | million | s de dollars a | ux prix courr | ants | | | | | |
| IB en termes de revenus et de dépenses | | | | | | | | | | |
| émunération des salariés | 54 628 | 60 392 | 67 757 | 70 625 | 73 953 | 79 064 | | | | |
| enéfices des sociétés avant impôts | 3,6 16 236 | 10,6 30 206 | <i>12,2</i> 28 909 | <i>4,2</i> 23 508 | <i>4,7</i> 34 025 | 6,9 40 029 | | | | |
| érêts et revenus divers de placements | 39, 1 8 856 | <i>86,0</i> 14 395 | <i>-4,3</i> 14 294 | - <i>18,7</i> 10 845 | <i>44,7</i> 13 698 | <i>17,6</i> 15 397 | | | | |
| evenu net des entreprises individuelles | 15,1 6 672 | 62,5 7 143 | -0,7 7 771 | -24,1 8 473 | 26,3 8 892 | 12,4 9 352 | | | | |
| · | 9,5 | 7,1 | 8,8 | 9,0 | 4,9 | 5,2 | | | | |
| ôts moins subventions | 9 619 3,3 | 10 015 <i>4,1</i> | 7 297 -27,1 | 11 008 <i>50,9</i> | 11 244 2,1 | 11 857 <i>5,5</i> | | | | |
| venu personnel disponible | 61 845 <i>4,7</i> | 67 790 9,6 | 75 535 11,4 | 78 022 3,3 | 81 268 <i>4,2</i> | 86 410 6,3 | | | | |
| x d'épargne personnelle ² | 3,1 | 4,5 | 9,5 | 6,7 | 5,1 | 5,6 | | | | |
| | millions de dollars enchaînés (1997) | | | | | | | | | |
| penses personnelles en biens et services de | 56 794 | 59 659 | 61 797 | 64 385 | 66 793 | 70 078 | | | | |
| nsommation penses courantes des administrations publiques | 3,8 17 124 | <i>5,0</i> 18 164 | 3,6 18 899 | <i>4,2</i> 19 517 | 3,7 20 096 | <i>4,9</i> 20 710 | | | | |
| biens et services | 2, <i>4</i> 31 997 | 6,1 37 374 | <i>4,0</i> 41 083 | 3,3 40 417 | 3, <i>0</i> 42 895 | 3, 1 45 490 | | | | |
| mation brute de capital fixe | -3,7 | 16,8 | 9,9 | -1,6 | 6, 1 | 6,0 | | | | |
| stissements en stocks | 560 | 838 | -1 264 | -1 214 | 1 725 | 1 533 | | | | |
| ortations de biens et services | 68 919 3,0 | 75 070 8,9 | 75 371 <i>0,4</i> | 76 485 1,5 | 76 967 <i>0,6</i> | 81 617 <i>6,0</i> | | | | |
| ortations de biens et services | 61 027 | 70 013 | 72 404 | 72 797 | 77 293 | 83 127 | | | | |
| uit intérieur brut aux prix du marché | 3,5 114 227 | <i>14,7</i> 121 153 | 3, <i>4</i> 123 250 | <i>0,5</i> 126 328 | <i>6,2</i> 130 256 | 7,5 135 837 | | | | |
| | 1,4 | 6, 1 | 1,7 | 2,5 | 3, 1 | 4,3 | | | | |
| ux prix de base, par industrie | | | | | | | | | | |
| ries productrices de biens | 45 674 | 48 720 | 47 535 | 46 694 | 49 067 | 51 464 | | | | |
| stries productrices de services | <i>0,4</i> 63 387 | <i>6,7</i> 67 374 | <i>-2,4</i> 71 530 | -1,8 75 389 | 5,1 77 073 | <i>4,9</i> 80 080 | | | | |
| uction industrielle | 3,5 34 285 | 6,3 35 733 | 6,2 34 370 | <i>5,4</i> 34 054 | 2,2 35 453 | 3,9 36 962 | | | | |
| | -0,2 | 4,2 | -3,8 | -0,9 | 4,1 | 4,3 | | | | |
| ication de biens non durables | 6 017 1,8 | 6 843 13,7 | 5 976 -12,7 | 5 860 -1,9 | 5 725 -2,3 | 6 048 5,6 | | | | |
| ication de biens durables | 4 874 -3,7 | 5 900 21,1 | 6 085 3,1 | 5 856 -3,8 | 6 220 <i>6,2</i> | 6 813 <i>9,5</i> | | | | |
| rication | 10 869 -1,3 | 12 762 17,4 | 12 090 -5,3 | 11 782 -2,5 | 12 006 1,9 | 12 924 7,6 | | | | |
| culture, foresterie, pêche et chasse | 3 514 | 3 567 | 2 981 | 2 330 | 3 017 | 3 356 | | | | |
| struction | 11,3 7 847 | 1,5 9 352 | - <i>16,4</i> 10 154 | -21,8 10 145 | 29,5 10 371 | <i>11,2</i> 10 911 | | | | |
| nmerce de gros | -1,1 5 162 | 19,2 5 489 | 8,6 5 727 | - <i>0,1</i> 6 061 | 2,2 6 320 | <i>5,2</i> 6 790 | | | | |
| nmerce de détail | 1,3 4 920 | 6,3 5 242 | 4,3 5 778 | 5,8 6 292 | 4,3 6 482 | 7,4 6 847 | | | | |
| merce de detail | 4,1 | 6,5 | 10,2 | 8,9 | 3,0 | 5,6 | | | | |
| tistiques sur le travail | - | | | | | | | | | |
| res travaillées pour tous emplois (milliers) | 2 862 350 | 2 956 813 | 3 074 705 | 3 096 295 | 3 186 949 | 3 302 647 | | | | |
| . , , , | 2,1 | 3,3 | 4,0 | 0,7 | 2,9 | 3,6 1 802 183 | | | | |
| bre total d'emplois (unités) | 1 597 428 2,7 | 1 637 202 2,5 | 1 677 362 2,5 | 1 714 918 2,2 | 1 762 265 2,8 | 1 802 183 | | | | |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | | |
|---|-----------------------|--------------------------------------|----------------|----------------------|---------------|-------------------------------|--|--|
| | | million | s de dollars a | ux prix courr | ants | | | |
| en termes de revenus et de dépenses | | | | | | | | |
| nunération des salariés | 64 045 | 68 369 | 70 044 | 72 790 | 75 253 | 78 768 | | |
| néfices des sociétés avant impôts | 3,4 | <i>6,8</i> | <i>2,4</i> | 3,9 | 3, <i>4</i> | <i>4,7</i> | | |
| | 9 309 | 11 596 | 11 392 | 11 096 | 12 550 | 17 438 | | |
| · | 26,9 | 24,6 | -1,8 | -2,6 | 13,1 | 38,9 | | |
| êts et revenus divers de placements | 8 365 | 10 184 | 8 834 | 9 183 | 9 442 | 10 149 | | |
| | <i>0,1</i> | <i>21,7</i> | -13,3 | <i>4,0</i> | 2,8 | <i>7,5</i> | | |
| nu net des entreprises individuelles | 8 723 | 9 078 | 9 637 | 10 604 | 11 302 | 12 058 | | |
| | 5,3 | <i>4,1</i> | <i>6</i> ,2 | <i>10,0</i> | 6,6 | <i>6,7</i> | | |
| ts moins subventions | 14 972 | 15 608 | 15 810 | 16 467 | 17 552 | 18 525 <i>5</i> , <i>5</i> | | |
| enu personnel disponible | 3, <i>1</i> 77 412 | <i>4,2</i> 81 901 | 1,3 85 332 | <i>4,2</i> 88 555 | 6,6 91 070 | 94 724 | | |
| d'épargne personnelle ² | <i>4,1</i> | <i>5,8</i> | <i>4,2</i> | 3,8 | 2,8 | <i>4,0</i> | | |
| | -2,0 | -1,5 | -1,0 | -2,9 | -4,7 | -6,4 | | |
| | | | | | | | | |
| | | millions de dollars enchaînés (1997) | | | | | | |
| nses personnelles en biens et services de sommation | 75 648 | 77 953 | 79 626 | 82 354 | 84 838 | 88 317 | | |
| | 2,8 | 3,0 | 2,1 | 3, <i>4</i> | 3,0 | <i>4,1</i> | | |
| nses courantes des administrations publiques | 22 761 | 23 701 | 24 838 | 24 981 | 25 357 | 25 668 | | |
| oiens et services | -0,5 | <i>4,1</i> | <i>4,8</i> | 0,6 | 1,5 | 1,2 | | |
| ation brute de capital fixe | 22 898 | 23 498 | 25 124 | 25 454 | 27 607 | 30 628 | | |
| tissements en stocks | 2,9 | <i>2,6</i> | 6,9 | 1,3 | 8,5 | <i>10,9</i> | | |
| | 662 | 1 966 | -342 | 414 | 759 | 1 011 | | |
| | | | | | | | | |
| ations de biens et services | 55 575 | 60 346 | 59 271 | 60 384 | 61 823 | 65 350 | | |
| | 8,8 | 8,6 | -1,8 | 1,9 | 2,4 | <i>5,7</i> | | |
| tations de biens et services | 57 889 | 62 310 | 62 464 | 63 159 | 66 419 | 71 404 | | |
| | 6.1 | 7,6 | 0,2 | 1,1 | 5,2 | 7,5 | | |
| intérieur brut aux prix du marché | 119 604 | 125 145 | 125 924 | 130 324 | 133 888 | 139 205 | | |
| | 3,2 | 4,6 | 0,6 | 3,5 | 2,7 | <i>4,0</i> | | |
| ς prix de base, par industrie | | | | | | | | |
| s productrices de biens | 28 503 | 30 632 | 30 038 | 30 510 | 31 435 | 33 825 | | |
| ies productrices de services | <i>4,8</i> | 7,5 | -1,9 | <i>1,6</i> | 3, <i>0</i> | 7,6 | | |
| | 80 518 | 83 343 | 85 131 | 88 101 | 90 148 | 92 832 | | |
| · | 2,4 | 3,5 | 2,1 | 3,5 | 2,3 | 3,0 | | |
| ction industrielle | 18 255 | 20 535 | 19 605 | 19 824 | 19 873 | 21 140 | | |
| | <i>10,0</i> | 12,5 | <i>-4,5</i> | 1,1 | <i>0,2</i> | <i>6,4</i> | | |
| ation de biens non durables | 4 840 | 5 256 | 5 360 | 5 261 | 5 551 | 5 741 | | |
| | 20,1 | 8,6 | 2,0 | -1,8 | <i>5,5</i> | 3, <i>4</i> | | |
| ation de biens durables | 8 027 | 9 908 | 8 694 | 8 540 | 8 625 | 9 699 | | |
| cation | <i>11,4</i> | 23, <i>4</i> | -12,3 | -1,8 | 1,0 | <i>12,5</i> | | |
| | 12 809 | 14 954 | 13 634 | 13 491 | 13 858 | 15 093 | | |
| ulture, foresterie, pêche et chasse | 14,1 | 16,7 | -8,8 | -1,0 | 2,7 | 8,9 | | |
| | 4 536 | 4 470 | 4 588 | 4 595 | 4 633 | 5 180 | | |
| ruction | -3,3 | -1,5 | 2,6 | 0,2 | 0,8 | 11,8 | | |
| | 5 718 | 5 635 | 5 854 | 6 045 | 6 877 | 7 472 | | |
| | -3,6 | -1,5 | 3,9 | 3,3 | 13,8 | 8,7 | | |
| nerce de gros | 5 368 | 5 539 | 5 628 | 5 818 | 6 134 | 6 605 | | |
| | <i>0,7</i> | 3,2 | 1,6 | <i>3,4</i> | <i>5,4</i> | 7,7 | | |
| nerce de détail | 6 370 | 6 707 | 6 968 | 7 156 | 7 280 | 7 631 | | |
| | 2,1 | 5,3 | 3,9 | 2,7 | 1,7 | <i>4,8</i> | | |
| tistiques sur le travail | | | | | | | | |
| • | 2.252.042 | 2 244 242 | 2 257 470 | 2 205 502 | 2 404 407 | 2 567 772 | | |
| s travaillées pour tous emplois (milliers) | 3 252 643 | 3 311 946 | 3 257 172 | 3 305 568 | 3 404 407 | 3 567 770 | | |
| | 1,8 | 1,8 | -1,7 | 1,5 | 3,0 | <i>4,8</i> | | |
| re total d'emplois (unités) | 1 915 329 | 1 947 722 | 1 934 358 | 1 977 200 | 2 027 079 | 2 082 265 | | |
| | 2,1 | 1,7 | <i>-0,7</i> | 2,2 | 2,5 | 2,7 | | |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | | | |
|---|--------------------------------------|-------------------|-----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------------|--|--|--|
| | | millions | de dollars au | x prix courrar | nts | | | | |
| n termes de revenus et de dépenses | | | | | | | | | |
| nunération des salariés | 630 | 681 | 689 | 726 | 746 | 778 | | | |
| | 3,4 | 8,1 | 1,2 | 5,4 | 2,8 | 4,3 | | | |
| ces des sociétés avant impôts | 37 -33,9 | 71 91,9 | 116 <i>6</i> 3, <i>4</i> | 78 -32,8 | 90 15,4 | 109 21,1 | | | |
| ets et revenus divers de placements | 56 | 54 | 50 | 48 | 45 | 52 | | | |
| enu net des entreprises individuelles | 0,0 77 | -3,6 84 | <i>-7,4</i> 88 | <i>-4,0</i> 93 | -6,3 101 | <i>15,6</i> 109 | | | |
| • | 4,1 | 9,1 | 4,8 | 5,7 | 8,6 | 7,9 | | | |
| s moins subventions | 79 -2,5 | 82 3,8 | 86 <i>4</i> ,9 | 95 10,5 | 100 <i>5,3</i> | 104 <i>4</i> , <i>0</i> | | | |
| nu personnel disponible | -2,5 771 | 823 | 853 | 914 | 944 | 986 | | | |
| | 4,3 | 6,7 | 3,6 | 7,2 | 3,3 | 4,4 | | | |
| épargne personnelle ² | 18,3 | 16,2 | 15,6 | 17,4 | 15,7 | 15,5 | | | |
| | millions de dollars enchaînés (1997) | | | | | | | | |
| es nersonnelles en hiens et services de | 606 | 648 | 666 | 686 | 713 | 739 | | | |
| ses personnelles en biens et services de mmation | 3,2 | 6,9 | 2,8 | 3,0 | 3,9 | 739 3,6 | | | |
| ses courantes des administrations publiques | 555 | 563 | 540 | 585 | 597 | 604 | | | |
| iens et services ation brute de capital fixe | <i>0,0</i> 293 | 1,4 255 | <i>-4,1</i> 301 | <i>8,3</i> 318 | 2,1 372 | 1,2 477 | | | |
| non brute de capital lixe | 28,5 | -13,0 | 18,0 | 5,6 | 17,0 | 28,2 | | | |
| sements en stocks | -3 | 13 | 10 | 13 | -3 | -11 | | | |
| tions de biens et services | 361 | 364 | 382 | 346 | 334 | 338 | | | |
| | -12,2 | 0,8 | 4,9 | -9,4 | -3,5 | 1,2 | | | |
| tions de biens et services | 743 5,7 | 728 -2,0 | 732 0,5 | 779 <i>6,4</i> | 840 <i>7,8</i> | 927 10, <i>4</i> | | | |
| intérieur brut aux prix du marché | 1 070 | 1 112 | 1 161 | 1 165 | 1 165 | 1 206 | | | |
| | -2,1 | 3,9 | 4,4 | 0,3 | 0,0 | 3,5 | | | |
| prix de base, par industrie | | | | | | | | | |
| productrices de biens | 155 | 158 | 177 | 165 | 153 | 193 | | | |
| es productrices de services | -13,9 860 | <i>1,9</i> 901 | <i>12,0</i> 919 | -6,8 940 | -7,3 953 | 26,1 964 | | | |
| | 1,8 | 4,8 | 2,0 | 2,3 | 1,4 | 1,2 | | | |
| on industrielle | 79 | 84 | 85 | 80 5.0 | 67 | 83 | | | |
| ion | <i>-28,8</i> 2 | <i>6,3</i> 3 | 1,2 3 | -5,9 3 | -16,3 2 | 23,9 3 | | | |
| | 100,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | -33,3 | 50,0 | | | |
| ure, foresterie, pêche et chasse | 4 0,0 | 4 0.0 | 5 25,0 | 4 -20,0 | 4 0,0 | 4 0,0 | | | |
| uction | 71 | 69 | 87 | 81 | 82 | 106 | | | |
| erce de gros | <i>9,2</i> 39 | -2,8 40 | <i>26,1</i> 39 | -6,9 40 | 1,2 40 | 29,3 40 | | | |
| G | 0,0 | 2,6 | -2,5 | 2,6 | 0,0 | 0,0 | | | |
| erce de détail | 58 1,8 | 61 5,2 | 66 8,2 | 69 <i>4,5</i> | 70 1,4 | 70 0,0 | | | |
| stiques sur le travail | | | | | | | | | |
| • | 20.245 | 20.444 | 20 F04 | 20.047 | 20.264 | 20 407 | | | |
| es travaillées pour tous emplois (milliers) | 29 215 <i>4,1</i> | 29 141 -0,3 | 28 581 -1,9 | 29 017 <i>1,5</i> | 29 261 <i>0,8</i> | 29 407 0,5 | | | |
| ore total d'emplois (unités) | 16 870 | 17 331 | 16 745 | 16 879 | 16 572 | 17 645 | | | |
| | 2,1 | 2,7 | -3,4 | 0,8 | -1,8 | 6,5 | | | |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | |
|--|-----------------|---------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|--|
| | | millions | de dollars au | x prix courrar | nts | | |
| PIB en termes de revenus et de dépenses | | | | | | | |
| Rémunération des salariés | 1 055 | 1 124 | 1 296 | 1 399 | 1 452 | 1 533 | |
| Bénéfices des sociétés avant impôts | 537 | <i>6,5</i> 568 | 15,3 764 | <i>7,9</i> 641 | <i>3,8</i> 1 113 | <i>5,6</i> 1 429 | |
| ntérêts et revenus divers de placements | 84 | <i>5,8</i> 163 | <i>34,5</i> 168 | -16,1 209 | 73,6 265 | 28, <i>4</i> 331 | |
| · | | 94,0 | 3, 1 | 24,4 | 26,8 | 24,9 | |
| Revenu net des entreprises individuelles | 120 | 122 1,7 | 136 11,5 | 146 <i>7,4</i> | 166 13,7 | 178 7,2 | |
| mpôts moins subventions | 124 | 138 <i>11,3</i> | 154 11,6 | 169 <i>9,7</i> | 176 <i>4,1</i> | 189 <i>7,4</i> | |
| Revenu personnel disponible | 1 061 | 1 133 <i>6,8</i> | 1 292 <i>14,0</i> | 1 331 3,0 | 1 373 3,2 | 1 446 5,3 | |
| aux d'épargne personnelle ² | 16,5 | 16,2 | 22,9 | 20,5 | 17,5 | 17,8 | |
| | | millions | de dollars en | chaînés (199 | 7) | | |
| Dépenses personnelles en biens et services de | 861 | 900 | 930 | 966 | 1 010 | 1 047 | |
| consommation Dépenses courantes des administrations publiques | 932 | <i>4,5</i> 919 | 3,3 951 | 3,9 982 | <i>4,6</i> 1 027 | 3,7 1 046 | |
| en biens et services Formation brute de capital fixe | 562 | -1, <i>4</i> 824 | <i>3,5</i> 1 331 | 3,3 1 269 | <i>4,6</i> 764 | <i>1,9</i> 1 046 | |
| nvestissements en stocks | 55 | 46,6 37 | 61,5 5 | -4,7 7 | -39,8 19 | 36,9 -39 | |
| | | | | | | | |
| xportations de biens et services | 1 203 | 1 471 22,3 | 1 757 19,4 | 1 990 <i>13,3</i> | 2 866 <i>44,0</i> | 3 062 <i>6,8</i> | |
| nportations de biens et services | 1 333 | 1 714 28,6 | 2 015 <i>17,6</i> | 2 043 1,4 | 1 923 -5,9 | 2 196 <i>14</i> ,2 | |
| oduit intérieur brut aux prix du marché | 2 267 | 2 412 6,4 | 2 924 21,2 | 3 123 6,8 | 3 649 16,8 | 3 838 5,2 | |
| B aux prix de base, par industrie | | | | | | | |
| dustries productrices de biens | 842 | 925 | 1 464 | 1 654 | 2 221 | 2 437 | |
| ndustries productrices de services | 1 281 | <i>9,9</i> 1 301 | <i>5</i> 8,3 1 357 | <i>13,0</i> 1 434 | <i>34,3</i> 1 460 | <i>9,7</i> 1 479 | |
| roduction industrielle | 638 | 1,6 634 | <i>4,3</i> 980 | <i>5,7</i> 1 250 | <i>1,8</i> 1 956 | 1,3 2 090 | |
| | 4 | -0,6 5 | 54,6 | 27,6 | <i>56,5</i> 8 | 6,9 6 | |
| abrication de biens non durables | | 25,0 | 12 140,0 | 13 8,3 | -38,5 | -25,0 | |
| abrication de biens durables | 1 | 3 200,0 | 7 133,3 | 14 100,0 | 9 -35,7 | 10 11,1 | |
| abrication | 3 | 4 33,3 | 9 125,0 | 13 <i>44,4</i> | 8 -38,5 | 8 0,0 | |
| griculture, foresterie, pêche et chasse | 17 | 15 -11,8 | 16 6,7 | 17 6,3 | 17 0,0 | 18 5,9 | |
| onstruction | 194 | 275 | 460 | 378 | 250 | 323 | |
| Commerce de gros | 47 | <i>41,8</i> 49 | 67,3 48 | -17,8 52 | -33,9 45 | 29,2 44 | |
| Commerce de détail | 51 | <i>4,3</i> 54 | -2,0 54 | 8,3 59 | <i>-13,5</i> 61 | -2,2 63 | |
| | | 5,9 | 0,0 | 9,3 | 3,4 | 3,3 | |
| Statistiques sur le travail | | | | | | | |
| Heures travaillées pour tous emplois (milliers) | 43 977 | 42 757 | 43 249 | 41 741 | 41 361 | 39 901 | |
| Nombre total d'emplois (unités) | -30,4 23 141 | -2,8 23 031 | 1,2 22 938 | -3,5 22 772 | -0,9 22 466 | -3,5 22 734 | |
| vombre total d'emplois (dilites) | -33,0 | -0,5 | -0,4 | -0,7 | -1,3 | 1,2 | |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut¹

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|------------|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|
| | | millions | de dollars au | x prix courrar | nts | |
| n termes de revenus et de dépenses | | | | | | |
| unération des salariés | 431 | 480 | 557 | 627 | 657 | 688 |
| fices des sociétés avant impôts | 94 | <i>11,4</i> 110 | 16,0 64 | 12,6 59 | <i>4,8</i> 60 | <i>4,7</i> 66 |
| · | | 17,0 | -41,8 | -7,8 | 1,7 | 10,0 |
| ets et revenus divers de placements | 24 | 25 <i>4</i> ,2 | 24 -4,0 | 22 -8,3 | 30 <i>36,4</i> | 34 13,3 |
| nu net des entreprises individuelles | 50 | 56 | 62 | 67 | 72 | 76 |
| s moins subventions | 36 | 12,0 38 | 10,7 45 | 8, 1 44 | 7,5 39 | 5,6 45 |
| | | 5,6 | 18,4 | -2,2 | -11,4 | 15,4 |
| nu personnel disponible | 616 | 656 <i>6,5</i> | 697 <i>6,</i> 3 | 766 9,9 | 789 <i>3,0</i> | 829 <i>5,1</i> |
| 'épargne personnelle ² | 44,6 | 44,4 | 43,5 | 44,6 | 42,1 | 42,2 |
| | ••• | *** | ••• | | | |
| | | millions | de dollars en | chaînés (199 | 97) | |
| nses personnelles en biens et services de | 331 | 348 | 370 | 391 | 411 | 425 |
| commation nses courantes des administrations publiques | 622 | 5,1 647 | <i>6,3</i> 697 | <i>5,7</i> 723 | <i>5,1</i> 745 | <i>3,4</i> 761 |
| iens et services | | 4,0 | 7,7 | 3,7 | 3,0 | 2,1 |
| tion brute de capital fixe | 255 | 232 -9,0 | 257 10,8 | 250 <i>-2,7</i> | 346 <i>38,4</i> | 388 12,1 |
| issements en stocks | 4 | 15 | 16 | -2,7 -24 | 18 | 8 |
| ations de biens et services | 256 | 315 | 308 | 296 | 135 | 141 |
| | | 23,0 | -2,2 | -3,9 | -54,4 | 4,4 |
| ations de biens et services | 723 | 751 3,9 | 797 6,1 | 735 -7,8 | 810 <i>10,2</i> | 868 7,2 |
| intérieur brut aux prix du marché | 739 | 800 | 847 | 901 | 858 | 862 |
| | | 8,3 | 5,9 | 6,4 | -4,8 | 0,5 |
| c prix de base, par industrie | | | | | | |
| es productrices de biens | 226 | 255 | 247 | 237 | 174 | 174 |
| ries productrices de services | 508 | 12,8 556 | -3,1 605 | <i>-4,0</i> 654 | -26,6 662 | <i>0,0</i> 669 |
| | | 9,4 | 8,8 | 8,1 | 1,2 | 1,1 |
| tion industrielle | 144 | 179 24,3 | 166 <i>-7,3</i> | 121 -27,1 | 48 -60,3 | 47 -2,1 |
| ation | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 |
| lture, foresterie, pêche et chasse | 0 | <i>100,0</i> 1 | <i>0,0</i> 1 | <i>0,0</i> 1 | <i>0,0</i> 1 | <i>-50,0</i> 1 |
| uction | 82 | 76 | <i>0,0</i> 81 | <i>0,0</i> 131 | <i>0,0</i> 138 | <i>0,0</i> 139 |
| | | -7,3 | 6,6 | 61,7 | 5,3 | 0,7 |
| nerce de gros | 3 | 3 0,0 | 3 0,0 | 3 0,0 | 3 0,0 | 3 0,0 |
| nerce de détail | 26 | 28 | 28 | 31 | 31 | 31 |
| | | 7,7 | 0,0 | 10,7 | 0,0 | 0,0 |
| tiques sur le travail | | | | | | |
| s travaillées pour tous emplois (milliers) | 19 179 | 19 686 | 19 555 | 20 501 | 20 271 | 20 611 |
| | | 2,6 | -0,7 | 4,8 | -1,1 | 1,7 |
| ore total d'emplois (unités) | 11 459 | 11 649 <i>1,7</i> | 11 839 <i>1,6</i> | 12 062 1,9 | 12 185 <i>1,0</i> | 12 393 <i>1,7</i> |

La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.
 L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Changements apportés aux exportations et aux importations dans les Comptes économiques provinciaux

La diffusion de l'automne 2005 des Comptes économiques provinciaux (CÉP) marque la réintroduction d'une ventilation en biens et services des exportations et des importations provinciales et territoriales tant au niveau international qu'interprovincial¹. De plus, la méthode de calcul des marges des exportations internationales par province en valeur nominale ainsi que leur déflation ont été améliorées, pour une bien meilleure qualité des exportations internationales figurant dans les CÉP². La présente note explique les changements (de présentation et méthodologiques) apportés aux données.

Au cours des dernières années, les Comptes économiques provinciaux n'ont pas présenté de données distinctes sur le commerce des biens et sur le commerce des services. Cela diffère des Comptes nationaux des revenus et dépenses, publiés chaque trimestre, qui comportent une ventilation entre les biens et les services. Pour remédier à cette lacune, les Comptes économiques provinciaux comprennent maintenant une ventilation des exportations et des importations internationales et interprovinciales en biens et services.

Présentation des exportations et importations en

biens et services

Bien que les données sur le commerce des biens et des services soient maintenant diffusées sur une base provinciale et territoriale, il existe des différences conceptuelles entre les Comptes nationaux des revenus et dépenses trimestriels et les Comptes économiques provinciaux. Les données sur les exportations et les importations internationales diffusées dans les comptes trimestriels respectent les normes et conventions de la

Tableau 1. Exportations et importations interprovinciales de biens et services selon la province - 2004

| Province ou territoire | Exportations de biens | Exportations de services | Importations de biens | Importations de services |
|---------------------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------|
| Terre-Neuve-et-Labrador | 3 727 | 778 | 2 997 | 3 030 |
| Île-du-Prince-Édouard | 554 | 398 | 1 040 | 958 |
| Nouvelle-Écosse | 4 070 | 2 448 | 5 250 | 4 426 |
| Nouveau-Brunswick | 4 425 | 2 229 | 5 166 | 4 096 |
| Québec | 32 620 | 19 690 | 32 797 | 22 692 |
| Ontario | 47 481 | 48 801 | 44 514 | 26 677 |
| Manitoba | 6 283 | 5 905 | 8 523 | 5 717 |
| Saskatchewan | 8 476 | 2 696 | 7 964 | 7 307 |
| Alberta | 29 468 | 14 067 | 22 822 | 17 271 |
| Colombie-Britannique | 11 987 | 12 045 | 17 160 | 15 777 |
| Yukon | 74 | 129 | 240 | 359 |
| Territoires du Nord-Ouest | 560 | 311 | 841 | 830 |
| Nunavut | 3 | 92 | 244 | 421 |
| Extérieur du Canada | - | 7 | 168 | 39 |
| Canada | 149 728 | 109 596 | 149 728 | 109 596 |

^{1.} Cette ventilation est disponible de 1997 à aujourd'hui.

^{2.} Ces changements ont été appliqués aux données de 2001 à 2004.

Tableau 2. Exportations et importations internationales de biens et services selon la province - 2004

| Province ou territoire | Exportations de biens | Exportations de services | Importations de biens | Importations de services |
|---------------------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------|
| Terre-Neuve-et-Labrador | 6 922 | 398 | 5 121 | 427 |
| Île-du-Prince-Édouard | 955 | 155 | 806 | 139 |
| Nouvelle-Écosse | 6 724 | 1 006 | 8 448 | 947 |
| Nouveau-Brunswick | 9 679 | 954 | 10 028 | 771 |
| Québec | 75 609 | 12 744 | 75 757 | 11 614 |
| Ontario | 200 575 | 27 410 | 179 599 | 33 984 |
| Manitoba | 10 990 | 1 109 | 9 751 | 1 634 |
| Saskatchewan | 15 516 | 626 | 8 993 | 1 121 |
| Alberta | 68 033 | 5 531 | 40 724 | 5 589 |
| Colombie-Britannique | 35 486 | 9 716 | 34 751 | 6 397 |
| Yukon | 82 | 98 | 327 | 55 |
| Territoires du Nord-Ouest | 2 125 | 72 | 628 | 94 |
| Nunavut | 39 | 25 | 217 | 56 |
| Extérieur du Canada | - | 3 | 190 | 176 |
| Canada | 432 735 | 59 847 | 375 340 | 63 004 |

Balance des paiements pour la ventilation du commerce en biens et services, tandis que les données sur les exportations et les importations diffusées dans les Comptes économiques provinciaux suivent la convention utilisée dans le Système de comptabilité nationale³. Il en résulte que les exportations et importations internationales totales de biens et les exportations et importations internationales totales de services agrégées au niveau national dans les Comptes économiques provinciaux ne correspondent pas aux exportations et importations totales

au commerce des biens.

de biens ou aux exportations et importations totales de services des Comptes trimestriels nationaux des revenus et dépenses. Les exportations et importations totales sont les mêmes dans les deux comptes. Les tableaux 3 et 4 montrent les différences entre les deux séries.

^{3.} Les biens des voyageurs (biens achetés par les voyageurs en visite au Canada) sont un exemple de ces différences. Dans les Comptes nationaux des revenus et dépenses trimestriels, ces dépenses sont affectées au commerce des services, tandis que dans les Comptes économiques provinciaux, elles sont affectées

Tableau 3: Exportations internationales de biens et de services (comptes trimestriels et provinciaux)

| Année | Comptes | économiques pro | ovinciaux | Comptes trimestriels des revenus et dépenses | | | | | |
|-------|---------|-----------------|-----------|--|----------|---------|--|--|--|
| | Biens | Services | Total | Biens | Services | Total | | | |
| 2001 | 426 502 | 55 963 | 482 463 | 420 733 | 61 730 | 482 463 | | | |
| 2002 | 419 049 | 59 021 | 478 071 | 414 050 | 64 021 | 478 071 | | | |
| 2003 | 402 181 | 59 086 | 461 266 | 400 176 | 61 090 | 461 266 | | | |
| 2004 | 432 735 | 59 847 | 492 580 | 429 140 | 63 440 | 492 580 | | | |

Tableau 4. Importations internationales de biens et de services (comptes trimestriels et provinciaux)

| Année | Comptes économiques provinciaux | | | Comptes trimestriels des revenus et dépenses | | |
|-------|---------------------------------|----------|---------|--|----------|---------|
| | Biens | Services | Total | Biens | Services | Total |
| 2001 | 361 679 | 57 155 | 418 836 | 350 067 | 68 769 | 418 836 |
| 2002 | 368 604 | 59 072 | 427 679 | 356 759 | 70 920 | 427 679 |
| 2003 | 353 871 | 60 496 | 414 370 | 342 611 | 71 759 | 414 370 |
| 2004 | 375 340 | 63 004 | 438 346 | 363 079 | 75 267 | 438 346 |

Calcul et déflation des marges des exportations internationales

En plus de publier une ventilation des exportations internationales en biens et services, on a amélioré sensiblement la méthode de calcul et de déflation des exportations internationales. Dans le passé, les marges en termes nominaux sur les produits au niveau provincial étaient calculées en appliquant les taux de marge du niveau national aux séries provinciales en prix du producteur. Avec la diffusion de l'automne 2005 des Comptes économiques provinciaux, des marges sont attribuées aux divers produits en utilisant les taux de marge provinciaux tirés des tableaux d'entrées-sorties. Il en résulte une meilleure mesure des exportations internationales en prix d'achat pour chacun des produits en valeur nominale.

Il convient de souligner que ce changement n'a d'effet que sur les données par produit et que le total des exportations internationales par province reste le même. La nouvelle allocation des marges par produit a également permis une amélioration de la déflation des exportations internationales. Auparavant, les exportations internationales des produits en prix d'achat étaient dégonflées par des indices de prix d'achat. La déflation s'effectue désormais distinctement sur les produits en prix du producteur et sur les marges, par l'utilisation d'indices de prix appropriés. Les deux parties ainsi dégonflées sont subséquemment agrégées afin d'obtenir la valeur dégonflée des produits exportés en prix d'achat.

À propos de cette publication

Dans cette publication, on donne un aperçu des événements économiques récentes dans les provinces et territoires. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la productivité du travail et d'autres variables connexes.

On examine également les tendances des principaux agrégats du PIB en termes de revenus et de dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. En outre, on analyse le PIB par industrie. Les mesures de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Cet aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques expliquant les méthodes des comptes nationaux ou analysant un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien*, produit no 11-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, sous le rubrique Comptes économiques provinciaux et PIB provincial par indusrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie:

Les estimations préliminaires sont publiées au printemps suivant l'année de référence et révisées à l'automne de la même année. Lors de la diffusion automnale, des révisions sont aussi apportées aux estimations des trois années antérieures. Normalement, les estimations ne sont plus révisées après cela, sauf quand une révision historique est réalisée, habituellement une fois tous les dix ans. Des révisions statistiques sont faites afin d'intégrer l'information la plus récente tirée des enquêtes, des statistiques sur l'impôt, des comptes publics, des recensements, etc., ainsi que du processus annuel d'étalonnage d'après les comptes d'entrées-sorties.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Généralement, les dates de diffusion et les révisions des statistiques du travail sont synchronisées avec les autres composantes des Comptes économiques provinciaux. Toutefois, étant donné que ce programme est encore expérimental, des révisions historiques des séries remontant à 1997 ont parfois été apportées à certaines et même à toutes les séries statistiques du travail depuis leur introduction en 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie:

Cette diffusion inclut des révisions à partir de 2001. De plus, les estimations détaillées sur les administrations publiques ont été mises à jour jusqu'en 2003.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Cette mise à jour des statistiques du travail est conforme au Comptes économiques provinciaux pour 2004, mais comprend aussi certaines révisions aux estimations des heures travaillées qui touchent particulièrement l'industrie minière dans les territoires pour la période de 1997 à 2003.

À propos de : Comptes économiques provinciaux

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux comprennent des estimations du produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses, du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix, de la provenance et l'emploi du revenu personnel et des tableaux de données détaillés sur les administrations publiques. Les tableaux détaillés sur les administrations publiques comprennent des données sur le revenu et les dépenses, fondées sur les comptes publics.

Des résumés par sous-secteur de l'administration publique (fédérale, provinciale, locale, RPC et RRQ) sont fournis aux tableaux 6 à 10. Les détails sur les revenus sont présentés aux tableaux 11 à 13. Le tableau 11 présente des données désagrégées sur les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les paiements de transfert effectués par des personnes aux administrations publiques. Le tableau 12 comprend les composantes des impôts sur la production et sur les produits, et le tableau 13, une liste des sources de revenus de placements des administrations publiques. Du côté des dépenses, les principaux transferts aux personnes sont présentés au tableau 14 tandis que les subventions et les transferts de capital au secteur des particuliers et au secteur des entreprises figurent au tableau 15. Enfin, le tableau 16 comprend une liste des transferts les plus importants entre les différents paliers de gouvernement.

Tableaux : Comptes économiques provinciaux

| Tableau 01 | Produit intérieur brut, en termes de revenus |
|------------|---|
| Tableau 02 | Produit intérieur brut, en termes de dépenses |
| Tableau 03 | Produit intérieur brut réel, dollars enchaînées (1997) |
| Tableau 04 | Contribution a la variation en pourcentage, Produit intérieur brut réel |
| Tableau 05 | Indices implicites de prix, produit intérieur brut réel |
| Tableau 06 | Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques |
| Tableau 07 | Recettes et dépenses de l'administration fédérale |
| Tableau 08 | Recettes et dépenses des administrations provinciales |
| Tableau 09 | Recettes et dépenses des administrations locales |
| Tableau 10 | Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec |
| Tableau 11 | Impôts directs - Particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux |
| | administrations publiques |
| Tableau 12 | Impôts sur production et importations |
| Tableau 13 | Revenus de placements des administrations publiques |
| Tableau 14 | Transferts des administrations publiques aux particuliers |
| Tableau 15 | Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques |
| Tableau 16 | Transferts entre administrations publiques |
| Tableau 17 | Provenance et emploi du revenu personnel |
| Tableau 18 | Certains indicateurs économiques |